

La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 10. décembre 2004

François Mitterrand et l'Italie

Par Hubert Védrine

Un soir de février 1982 à la Villa Madama à Rome, lors de sa première visite officielle en Italie, François Mitterrand n'en finissait pas de conclure son toast. Il était tard, mais il était si visiblement heureux d'être à Rome qu'il prolongeait sans cesse ce moment de retrouvailles, de ferveur et d'effusion. On le sentait gourmand d'Italie, il y respirait, avidement un parfum d'évasion, de liberté, de plaisirs. Nous avons eu envie d'évoquer cette histoire là, ce que cette Italie choisie et réinventée avait signifié pour le jeune ministre et plus tard pour le Président.

Nous devons à Jean Musitelli ce dossier exceptionnel sur François Mitterrand et l'Italie et ces témoignages rares. Comme à lui des souvenirs me reviennent : le bruit de nos pas, l'écho de nos voix, les rues, les ponts, les places autour des puits de Venise et dans Venise endormie, les longues déambulations et les conversations nocturnes, après les dîners de travail du G7 de 1987 ; les flâneries où le long de canaux excentrés nous achetions pour François Mitterrand de petits artichauts violets à croquer en marchant ; et les stations devant un tableau qu'il voulait revoir, les séances au

Castello Sforzesco lors du Conseil européen de Milan en 1985 ; les incomparables « Tartuffo » place Navona à Rome, récompenses de quelques promenades ; et lors du Conseil européen les explications données par le président à ses hôtes, sur les fresques de Rosso Fiorentino et du Primatice, dans la galerie François 1^{er} du château de Fontainebleau en juin 1984.

On verra dans ces pages qu'il y est aussi beaucoup question de politique et que François Mitterrand, tout engagé qu'il fut dans ces années-là, dans sa relation centrale avec Helmut Kohl, n'a jamais négligé l'Italie. Ni aucun de ses autres partenaires européens, d'ailleurs. A méditer.

PS : On lit et on entend beaucoup ces temps-ci de partisans du oui, ou du non, au sein du Parti socialiste, invoquer François Mitterrand à l'appui de leur thèse. Cela n'a pas grand sens, ne serait ce que parce qu'il aurait très certainement négocié autrement Amsterdam et Nice et la suite et que le nouveau Traité, s'il avait fallu un nouveau Traité, se présenterait par conséquent différemment. Alors qui peut savoir ? Chacun de nous est libre. ■

SOMMAIRE

La France a-t-elle encore besoin d'élus ? p.2 ■ Dossier François Mitterrand et l'Italie - **Première partie** : L'Italie dans la géopolitique de Mitterrand. Le rénovateur des relations franco-italiennes. Jean Musitelli p.6 ■ On appréciait sa franchise et son style. Giulio Andreotti p.8 ■ La lettre d'adieu de Bettino Craxi p.10 ■ Mitterrand orateur. Giovanni Spadolini p.11 ■ Le retour à Rome. Gilles Martinet p.12 ■ Il tenait l'Italie à l'œil. Bernardo Valli p.14 ■ **Deuxième partie** :

L'homme qui aimait l'Italie. Esquisse d'une géographie amoureuse. Jean Musitelli p.16 ■ Histoire d'un jumelage et d'une longue amitié. Spartaco Mennini p.19 ■ Les chênes de la villa Pamphili. Marcelle Padovani p.21 ■ Trois villes, trois étapes. Annie Cohen-Solal p.22 ■ Le promeneur de Venise. Mazarine Pingeot et Ida Barbarigo p.24 ■ L'opinion publique italienne et François Mitterrand. Antonio Varsori p.25 ■ Hommage à Paul Guimard p.27 ■ Bonnes feuilles pp.27 et 28

« La France a-t-elle encore besoin d'élus ? »

L'Institut François Mitterrand organisait un colloque les 14 et 15 octobre derniers au Sénat avec pour point de départ une question un peu provocatrice : « La France a-t-elle encore besoin d'élus ? ». Elus, historiens, sociologues, journalistes et professionnels de la justice ont échangé leurs points de vue à partir de différents axes de réflexion organisés par tables rondes.

par **PHILIPPE FOUSSIER**
journaliste

Introduisant la table ronde consacrée à la justice, Robert Badinter observe que loin de s'en tenir à une approche purement commémorative, il s'agit bien pour l'IFM de reposer en des termes contemporains, à partir de l'action et de la pensée de François Mitterrand, des problèmes qui caractérisent la société d'aujourd'hui. Exemple, l'expérience d'Alain Calmat éclaire d'une lumière singulièrement crue la relation entre élus et monde judiciaire. Le maire de Livry-Gargan raconte comment, après l'incendie d'une maison de retraite sur le territoire de sa commune, il a été mis en examen en décembre 1998 pour être définitivement blanchi après un non-lieu en avril 2003. L'ancien ministre détaille comment le parquet a, sans cesse, demandé sa mise en accusation chaque fois qu'une procédure judiciaire l'innocentait. « L'élus devait payer, il fallait un bouc émissaire. La règle de droit a fini par triompher mais à quel prix ? », témoigne, visiblement encore atteint, le maire de Livry-Gargan. Il explique aussi, amer, comment chaque mise en examen a été suivie de répercussions médiatiques intenses alors que sa mise hors de cause a été, selon son expression, « confidentielle ».

Ancien juge d'instruction et responsable d'une organisation syndicale de magistrat, aujourd'hui haut fonctionnaire, Jean-Luc Sauron établit un historique de cette « remise en cause » des élus par le monde judiciaire. Il rappelle comment, au milieu des années 80, dans l'ambiance du libéralisme triomphant, il était de bon ton de considérer que le juge, au côté du marché, acquerrait une légitimité à intervenir comme

élément régulateur de la société. Reconnaisant que la magistrature avait été travaillée à cette période par un « poujadisme de droite » et par une montée en force des revendications catégorielles, il explique que les magistrats considèrent qu'ils ne représentent pas un service public, ni l'Etat, mais « La Justice ». Jean-Luc Sauron s'inquiète cependant d'une dérive récente : la contestation de la loi par les juges eux-mêmes. Il livre deux exemples. Le premier, lorsque des juges ont publiquement déclaré qu'ils n'appliqueraient pas la loi Guigou, du nom de l'ancienne garde des sceaux. Le second, quand des magistrats en robe sont allés manifester sous les fenêtres du ministre de la Justice, à l'époque Marylise Lebranchu.

Moins la justice que des justiciers

Pour l'historien des idées, Alain-Gérard Slama, la « judiciarisation et la pénalisation de la société » constituent une régression : « On demande en fait moins la justice que des justiciers ». Il affirme que la multiplication des règles et des normes dans tous les domaines va s'accroître, « en ouvrant à la plainte un champ illimité ». Accompagne ce mouvement le fait que « notre vieil universalisme cède devant les particularismes, qu'il s'agisse de la communauté ou de l'association », observe-t-il. Les élus doivent d'abord s'en prendre à eux-mêmes, avertit Alain-Gérard Slama ; « en faisant dans la surenchère de bons sentiments, en se livrant sans qu'on leur demande à la transparence sur leur vie privée et à la repentance, ils ont favorisé leur état de disgrâce ». D'autant que, parallèlement, les juges « préfèrent condamner des innocents que risquer de laisser courir des coupables ». Il faut

toutefois exiger impérativement des juges le respect du secret de l'instruction. Président honoraire de tribunal administratif, François Gourdon condamne de son côté « l'enthousiasme des médias pour le spectaculaire » et plaide pour un recours accru aux juridictions administratives. Il suggère, pour éviter certaines dérives, que celles-ci soient systématiquement et préalablement saisies dès lors qu'un élu doit être mis en cause. Pour Daniel Soulez-Larivière aussi, « le droit pénal capte tout ». Et les juges « s'intéressent de plus en plus à la vie sociale, certains s'imaginant chevaliers blancs menant des vendettas contre les élus ». L'avocat met en cause la mode de la victimisation : « Plus le malheur est grand, plus il faut trouver le grand responsable ». Mais il désigne aussi les élus eux-mêmes en pointant « l'inconséquence du politique : on pleure et on fait tout pour que cela continue », raille Daniel Soulez-Larivière. Une interrogation sur laquelle l'ancien ministre André Delelis rejoint largement l'avocat : « N'avons-nous pas fait trop de loi dont les élus ont été ensuite victimes ? », questionne l'ancien maire de Lens, qui complète : « Nous ne demandons pas un traitement à part, mais à condition de ne pas être humiliés médiatiquement ».

Démocratie directe et désengagement civique

Après la justice, la démocratie directe. La deuxième table ronde donne également lieu à des échanges nourris. Pour le journaliste Michel Field, qui dit expérimenter d'une certaine façon la démocratie directe avec des forums radiophoniques et des émissions dites de « libre antenne », cette évolution, reconnaît-il, « privilégie le vécu sur l'analyse ; or, la démocratie ne va pas sans la réflexion, sans l'analyse ». Stigmatisant le « fantasme » que représente la démocratie directe, Michel Field déplore cette tendance à « psychologiser tous les problèmes, notamment ceux qui relèvent du politique et du social », ce qui contribue aussi à « l'affaiblissement de toutes les institutions de représentation en favorisant le populisme, qui se manifeste à la fois contre et à la place de la représentation politique ». Pour l'universitaire Dominique Reynié, il n'y a « pas de reconnaissance du travail fait par les élus ». La multiplication des réunions de fin de mandat, de mi-mandat, de téléconsultation, etc. conduit à « un résultat paradoxal, le désengagement civique ». Selon le directeur de l'Observatoire interrégional du politique, on sous-estime le désengagement civique car on oublie de prendre en compte les non-inscrits, de l'ordre selon lui de 20 % en Île-de-France, à ajouter aux abstentionnistes et aux votes blancs et nuls. Il est vrai que, lors de la dernière élection présidentielle,

abstentions, votes blancs et nuls s'élevaient déjà à eux seuls à quelque 11 millions d'inscrits. Et pour Dominique Reynié, lorsqu'un électeur sur deux ne va pas voter ou est non-inscrit, comme c'est le cas actuellement, on assiste au « surinvestissement de minorités hyperactives souvent animées par un esprit procédurier qui pratiquent le harcèlement démocratique. Le risque, c'est de voir des minorités bien organisées contredire l'intérêt général ». Selon le journaliste Christophe Barbier, « l'élu ne décide plus, il se défait ». Il souligne le poids grandissant du sondage, cette « démocratie directe passive » qui entraîne ce qu'il appelle l'effet « casse-urnes ». Il y a un débouché possible à la crise actuelle, c'est la démocratie directe, sans que cela conduise au mandat impératif. Pour Jean-Marc Lech, président de l'institut de sondage IPSOS, la démocratie directe, c'est « le commérage de proximité » et le risque majeur réside dans le fait que « le système n'est maîtrisé par personne ».

Le poids des minorités organisées

L'écrivain et journaliste Guy Sorman acquiesce volontiers : « A qui profite la démocratie directe ? Aux minorités organisées et notamment à celles qui en ont les moyens », observe-t-il. « Nos problèmes d'élus sont modestes comparés à ceux de beaucoup de nos concitoyens », enchaîne Jean-Pierre Sueur, qui se dit « opposé au discours doloriste des élus ». Le sénateur du Loiret reconnaît que, dans les années 60 et 70, « on raisonnait par rapport à des analyses dans lesquelles la psychologie avait peu de place ; aujourd'hui, le psychologisme a pris une place démesurée ». L'ancien ministre table sur l'éducation des citoyens. « Comment faire pour qu'on parle de la loi ? Les débats au Parlement sont essentiels et les journaux n'en rendent plus compte », déplore Jean-Pierre Sueur, pour qui « les élus doivent prendre leurs responsabilités ». Citant l'exemple de la vache folle lorsqu'il était maire d'Orléans, il dit : « J'ai pris une décision, c'est tout ! », alors que la tendance actuelle conduirait plutôt à multiplier les concertations, les débats, l'écoute, le sondage, etc. Une façon de voir et de faire sur laquelle le rejoint Philippe Vasseur, aujourd'hui retiré de la vie politique. L'ancien ministre de l'Agriculture questionne : « Comment la démocratie directe peut-elle aider à traiter l'affaire de la vache folle ? ». Pour Alain Calmat aussi, les élus doivent prendre leurs responsabilités. « On est élu sur un programme qui ne change pas sans cesse au gré des circonstances », insiste-t-il. Pour Catherine Tasca, nouvelle sénatrice des Yvelines, « ce sont les élus qui incarnent le mieux l'intérêt général parce qu'ils sont soumis à sanction. La démocratie directe, c'est un spectacle commercial d'entreprises médiatiques, c'est l'illusion de la démocratie ».

Un changement de nature de la politique

Pas d'interrogation sur l'utilité des élus sans perspective historique. René Rémond assure qu'en France les élus ont toujours été contestés, il s'agit d'un phénomène chronique ; il existe une défiance instinctive et spontanée à la différence de la situation qui prévaut dans la culture anglo-saxonne. Cependant, pour l'académicien, la crise de défiance connaît bien « un degré de gravité sans précédent ». « D'autant, poursuit-il, que la politique a changé de nature, car la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si elle a prise sur la réalité. Parallèlement, elle est plus médiatisée que jamais et on n'en retient que les aspects les plus superficiels, on en perçoit une image déformée, incomplète, finalement mauvaise ». Comme le sénateur Jean-Pierre Sueur, René Rémond suggère de repenser l'éducation du citoyen : « Où découvre-t-il la complexité de la décision politique ? » Le président de la Fondation nationale des sciences politiques relève par ailleurs, dans le recours à des ministres dits de la société civile, « une hérésie au regard de la politique. Or la société civile ne peut pas se substituer à la société politique ». Pour Jean-Noël Jeanneney, l'anti-parlementarisme est « aussi ancien que le Parlement ». Il souligne la violence des attaques, le poids des rumeurs qui prévalaient par exemple sous la III^e République. L'ancien ministre des gouvernements Cresson et Bérégovoy relativise et juge tout compte fait que « nous avons progressé ». Selon l'historienne Jocelyne George, auteur d'une *Histoire des maires*, une phase s'est achevée dans les années 60. A partir de 1884 et de l'élection des maires, qui se heurte à la crainte des bourgeois libéraux, il s'agit « d'animer la vie de la Nation », même si les élus locaux ont un pouvoir limité. A partir des années 1960, analyse l'historienne, « l'économie prend le pas sur la politique ; avec la création de l'échelon régional, il s'agit de moderniser le pays et c'est en même temps la fin de l'idéal de la République ». Pour Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, une nouvelle phase historique s'est ouverte avec ce qu'il qualifie « d'extension du domaine de la politique », qui engendre de nouvelles attentes et de nouvelles demandes de la part du citoyen.

Communautarisme et citoyenneté

Du côté des sociologues et des politologues aussi, le diagnostic varie. Pour Jacques Julliard, dès lors que « le règne de l'opinion se substitue au règne de la loi, on passe de l'élu-représentant à l'élu-délégué ». D'autant, indique le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, que le communautarisme croissant s'oppose à la loi « qui s'applique indistinctement à tous les citoyens ». Selon Christian Le Bart, professeur de

sciences politiques à l'Université de Rennes-2, l'offre électorale est « de moins en moins partisane » et on assiste au fait que la démocratie locale, « valeur née à gauche », est aujourd'hui également revendiquée par la droite. L'auteur du très récent *Les maires – sociologie d'un rôle*, témoigne aussi de la « montée en puissance des identités territoriales avec des territoires qui sont mis en compétition les uns les autres ». Selon Jean Viard, directeur de recherches au CNRS, il existe en effet « un nouveau rapport au local » qui s'accompagne d'une « privatisation du lien social » avec ses dangers, notamment le repli sur la communauté ou l'ethnie. Les individus, de façon croissante, « font société à côté du politique », confirme Jean Viard, ce que Christian Le Bart exprime par la recherche d'un bonheur privé alors qu'autrefois il était davantage collectif. Le politologue Gérard Le Gall, délégué aux études du PS, affirme également que la société se transforme, « chacun porte son identité », en particulier avec l'éthnicisation de la société. Pour celui qui revendique d'avoir condamné « l'évitement par la gauche du thème de la sécurité » et qui appelle à la « différenciation politique », les sondages constituent une dimension à ne pas négliger car ils sont « des acteurs invisibles du discours politique ».

Suivre ou guider l'opinion

Jean-Paul Delevoye, introduisant le débat de la table ronde suivante consacrée à « l'irremplaçable légitimité des élus », rappelle une évidence pourtant souvent contestée. En démocratie, souligne le médiateur de la République, « le choix de la majorité s'impose à tous, l'électeur a toujours raison, il faut respecter la loi ». Surtout dans une période où « l'impuissance du politique » s'accompagne d'une montée en puissance de l'économique notamment. « Le politique, est-ce celui qui suit l'opinion ou bien celui qui la guide ? », interroge l'ancien président de l'Association des maires de France. Il met aussi en cause la légitimité d'associations qui défendent des intérêts catégoriels, et qui « s'estiment légitimes sans qu'elles soient soumises à des votes ni à un minimum de transparence ». Jean-Paul Huchon décrit un phénomène qu'il vit comme président de Conseil régional, à savoir que l'Etat n'est plus seul porteur de l'intérêt général. « L'Etat est pauvre, il renonce à beaucoup de prérogatives qu'il demande aux élus et aux collectivités locales de relayer », explique-t-il, regrettant un « climat de suspicion » à l'égard d'élus qui assurent désormais nombre de missions d'intérêt général. Pour Jean-Pierre Delalande, ancien député RPR aujourd'hui retiré de la politique, la légitimité de l'élu passe certes par l'élection, « condition nécessaire mais pas suffisante. Elle passe aussi par la façon dont on organise la prise de décision. Il faut selon lui organiser une dynamique,

dégager le sentiment moyen commun ». Il dénonce la « pénalisation de la démocratie » et rappelle l'affaire du Drac, près de Grenoble, qui avait fait plusieurs victimes : « Après la mise en examen de Michel Destot, je m'étais dit que les arbitrages des élus ne se feraient plus seulement en fonction de l'intérêt général mais aussi au nom de leur propre protection juridique ». Intervient ensuite l'ancien ministre et médiateur Jacques Pelletier, maire depuis 51 ans. « On ne doit pas être toujours derrière l'électeur, il faut savoir montrer la voie, avoir du courage politique. Si François Mitterrand avait suivi l'opinion publique, la peine de mort n'aurait jamais été abolie », observe le sénateur de l'Aisne.

L'abaissement de la loi

Pour son collègue du Puy-de-Dôme, Michel Charasse, « aujourd'hui le consensus est remplacé par l'impatience, la contestation devient institutionnalisée avec la multiplication des comités, commissions et instances diverses. François Mitterrand avait d'ailleurs trop cédé à cette mode en créant des instances soi disant indépendantes. Mais la question est de savoir de qui et de quoi elles sont indépendantes ! ». L'ancien ministre déplore aussi le traitement fait par les médias des décisions politiques : « Quand 3 ou 4 contestataires revendiquent, ils ont une page de journal et lorsqu'on exprime ce que souhaitent 80 % des électeurs, on a droit à la valeur d'un timbre-poste ». Pour Michel Charasse, il faut en finir avec l'abaissement de la loi, « sinon cela aboutit à l'anarchie, qui est toujours suivie par la dictature ». Pourtant journaliste, Eric Zemmour se montre très critique à l'égard des médias : « Pour beaucoup d'entre eux, le peuple, c'est le beauf ». Il fustige de « nouvelles aristocraties médiatiques, financières et judiciaires » qui veulent délégitimer le pouvoir du peuple. Il établit un parallèle avec l'avant-guerre, lorsque, à l'inverse, on exaltait l'ouvrier, le peuple, à travers le cinéma par exemple. « Aujourd'hui, dit-il, le peuple, c'est le petit blanc, raciste et violeur ». A partir du moment où le peuple est délégitimé, développe Eric Zemmour, il devient logique que ses représentants, les élus, le soient aussi.

Décalage entre les attentes des citoyens et le pouvoir des élus

Quelles réformes pour remédier à la crise de confiance à l'égard des élus ? Pour Yves Dauge, sénateur d'Indre-et-Loire, c'est avant tout une « crise de la loi, notre référence à tous, car elle est trop complexe ». Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, Michel Dinot témoigne de son côté d'une forte attente des citoyens à l'égard des élus : « Ils souhaitent que l'on s'engage », dit-il. « Ils ont besoin qu'on les écoute », complète Michel Vauzelle, président du Conseil régional

Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Pour lui, la solution, c'est la démocratie participative, les forums, les débats. « A quoi sert un élu ? », est pour le député UMP Jérôme Chartier la question première à poser. Manuel Valls pense qu'il existe un fort décalage entre les attentes des citoyens et la réalité du pouvoir des élus. D'autant qu'avec l'empilement des lois sur l'organisation territoriale, les citoyens « n'y comprennent plus rien », dit le député de l'Essonne et maire d'Evry. Il plaide pour une vraie réforme de la fiscalité locale, « pour que dans un quartier en politique de la ville d'Evry on ne paie pas davantage d'impôts locaux qu'à Paris » et pour que les maires aient plus de prérogatives dans le domaine de la sécurité. Il s'inquiète d'un phénomène relativement nouveau, le fort taux d'abstention aux dernières élections municipales, en 2001, scrutin pourtant davantage mobilisateur que les autres. Pour le journaliste Alain Duhamel, « les élus savent ce qu'ils ne sont plus mais ne savent pas encore ce qu'ils sont devenus ». Il évoque plusieurs facteurs : la v^e République, qui entraîne le désaisissement des élus, l'Europe, qui conduit à la relativisation de leur pouvoir, et les médias qui incitent à la marginalisation des élus. Il appelle à la fois à une limitation stricte du cumul des mandats et, en parallèle, à un vrai statut de l'élu. Invité de cette table ronde, le ministre Jean-François Copé témoigne de « l'invasion du consumérisme électoral qui impose une surenchère permanente ». Il raconte qu'il a déjà été confronté à la question « si je vote pour vous, que me donnez-vous ? ».

« On continuera à agir avec la démocratie représentative », avance Hubert Védrine en conclusion. Le président de l'Institut François-Mitterrand met en garde contre le « mirage de la démocratie directe ». Même si, énumère-t-il, les sondages, les médias, le marché ou la justice « cannibalisent la légitimité républicaine ». Pour l'ancien ministre, chaque individu est un citoyen et non un consommateur, et un citoyen, c'est, assure-t-il, celui qui se montre « apte à dépasser l'intérêt particulier ». Ce colloque a permis de balayer suffisamment la problématique posée au départ pour que quelques remèdes soient sélectionnés afin de guérir le mal. En se souvenant aussi, pourquoi pas, de la conclusion de l'intervention de François Mitterrand devant les maires de France en novembre 1994 : « C'est à nous qu'il appartient aujourd'hui de dire à la France ce qui lui est nécessaire, de quelle manière elle doit se comporter, et d'attendre son jugement. On ne peut rien faire avec la France si on ne l'aime pas. Qu'est-ce que vous faites, vous, tous les jours ? Dans vos paysages, vos collines, vos montagnes et vos plaines, il arrive des moments de votre vie où vous vous arrêtez : vous regardez autour de vous, vous respirez l'air délicieux de cet automne et vous vous dites « comme il fait bon vivre chez nous » même s'il y a trop de malheur, trop de tristesse, trop de détresse. Voilà la France qu'il faut servir : c'est ce que vous faites, Mesdames et Messieurs. Alors, bon courage, bonne chance ! ».

Le rénovateur des relations franco-italiennes

François Mitterrand a-t-il nourri le dessein de bâtir une véritable politique italienne de la France ? Il ne manque pas d'indices qui accréditent une telle hypothèse. Il s'est, en tout cas, distingué sur ce point de ses prédécesseurs qu'une telle préoccupation n'a jamais effleurés.

Par **JEAN MUSITELLI**

ancien conseiller diplomatique et porte-parole de François Mitterrand

Lorsqu'il prend ses fonctions de Président de la République, les relations franco-italiennes sont franchement calamiteuses. L'Italie souffre du peu de considération dont la gratifie la France depuis le début de la V^e République et sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing en particulier. Ses dirigeants ne lui ont pas pardonné d'avoir « oublié » d'inviter l'Italie au sommet des grands pays occidentaux réuni à la Guadeloupe, en janvier 1979. Ils observent avec suspicion la construction par Giscard et Schmidt d'un « axe franco-allemand » qui marginalise l'Italie en Europe. Aucun grand projet commun, si l'on excepte le creusement du tunnel du Mont-Blanc, ne mobilise les énergies. A l'inverse des frictions bilatérales qui semblent d'un autre âge (en particulier, la « guerre du vin ») empoisonnent les relations au quotidien.

Mitterrand décide de balayer résolument cette donne médiocre. Dans l'année qui suit son élection, il multiplie les gestes symboliques. Il reçoit le président du conseil, Spadolini, dès novembre 1981 et le charge d'une invitation au président Pertini. Lui-même réserve à l'Italie sa première visite d'Etat dans un pays européen, en février 1982. « Je suis venu, dira-t-il à ses hôtes, avec l'intention claire et déterminée de marquer un tournant dans la nature de nos relations ». Il lance à Rome, dans un vaste discours-programme, l'idée d'un sommet bilatéral annuel tel qu'il en existe, alors, avec l'Allemagne et l'Angleterre. Il nomme un ambassadeur politique, Gilles Martinet, fin connaisseur de la réalité transalpine, chargé de personnaliser cette volonté de relance. Il ouvre avec les dirigeants italiens un dialogue suivi sur la question des euromissiles, qui domine l'actualité stratégique du moment, et explore les terrains de convergence sur les affaires communautaires, en particulier agricoles. Il

s'emploie à mettre un terme à la « guerre du vin ». Cette nouvelle approche revêt une forme spectaculaire dans le domaine culturel avec la désignation, au début de 1983, de deux Italiens, Massimo Bogianckino à la tête de l'Opéra de Paris et Giorgio Strehler à la direction du Théâtre de l'Europe, nouvellement créé pour dynamiser la création culturelle européenne.

Si François Mitterrand n'a jamais théorisé sa politique italienne, comme il a pu le faire pour sa politique allemande, on imagine aisément à quels objectifs répond cette revitalisation des liens avec la « sœur latine ». Sont en jeu, tout d'abord, des considérations de politique européenne. Pays fondateur de la Communauté, l'Italie milite pour l'approfondissement de son intégration. Si les circonstances font que l'alliance préférentielle avec l'Allemagne apparaît comme une nécessité, l'intérêt de la France est aussi de veiller au maintien de l'équilibre Nord-Sud en Europe (censé lui assurer un rôle pivot) et d'élargir le cercle des pays décidés à résister aux prétentions britanniques. A quoi s'ajoutent des considérations de politique méditerranéenne. Mitterrand estime qu'il y a une carte à jouer avec l'Italie, bien implantée et favorablement perçue sur la rive sud, pour bâtir une politique de coopération et de sécurité en Méditerranée, axée sur le resserrement des liens avec les pays de Maghreb et du Proche-Orient. C'est dans cet esprit qu'il lance, en 1983, l'idée d'une conférence des Etats de la Méditerranée occidentale qui est aussitôt soutenue par Craxi. La présence d'un socialiste à la tête du gouvernement italien, de 1983 à 1987, constitue en outre une occasion de resserrer la solidarité de la gauche européenne face à la montée de l'ultralibéralisme dont le président Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Europe sont les figures de proue. Enfin, des considérations d'intérêt économique incitent à développer des accords industriels avec un pays qui constitue le deuxième partenaire économique et commercial de la France.

Cette nouvelle politique a produit des résultats très positifs pour la coopération bilatérale et pour la construction européenne jusqu'en 1985-86. Elle a inscrit la relation dans une durée et une régularité dont elle était dépourvue, la préservant ainsi, pour l'essentiel, des aléas auxquels les turbulences apparues à la fin de la décennie 80 auraient pu la soumettre. Ainsi, côté italien, le retour à l'instabilité de l'exécutif romain, après que Craxi ait quitté le palais Chigi (1987), a constitué un obstacle au développement d'une dynamique commune.

Faut-il rappeler que, pendant son double septennat, François Mitterrand a connu deux chanceliers allemands, deux premiers ministres britanniques, deux présidents du gouvernement espagnol et... neuf présidents du conseil italiens. Difficile dans ces conditions de tisser des liens personnels et de planifier des programmes de travail sur la durée.

Par ailleurs, il a bien fallu compter avec l'orientation géopolitique d'un pays qui, s'il a parfois pris ses distances avec la politique soviétique ou moyen-orientale de Washington (notamment sous l'impulsion de M. Andreotti), est toujours resté fortement tributaire des Etats-Unis pour ses choix économiques et industriels. Ainsi, les efforts déployés dans les années 80 pour associer l'industrie italienne aux programmes Airbus se sont tous soldés par des échecs, les Italiens (et, singulièrement, M. Prodi qui présidait alors l'IRI) donnant la préférence à la poursuite de leur coopération avec Boeing.

Côté français, le poids croissant du couple franco-allemand dans la période qui va du conseil européen de Fontainebleau à celui de Maastricht (1984-91) a laissé peu d'espace aux initiatives de Rome, réduite au rôle de premier comparse. Et l'entrée de la France en cohabitation à partir de 1986, avec un gouvernement de droite moins intéressé par l'établissement d'un partenariat actif avec l'Italie que ne l'avaient été ses prédécesseurs de gauche, a freiné l'élan initial donné par Mitterrand.

Dans ce nouveau contexte, la relation franco-italienne va évoluer sur un double rail. En premier lieu, on assiste à un découplage entre les échanges économiques et culturels, qui portés par leur dynamique propre, poursuivent leur développement, et la coopération politique, qui demeure en deçà de ses potentialités. Tel est le bilan que l'on peut tirer des sommets annuels bilatéraux de cette période: les échanges culturels sont vivaces, les liens industriels et financiers toujours plus denses, les contentieux aisément aplanis, mais on peine à dégager des enjeux majeurs ou une vision mobilisatrice commune.

En second lieu, on enregistre une fragmentation du temps politique dans une alternance de moments faibles et de moments forts. Temps faible, celui des pâles et éphémères gouvernements Gorla et De Mita (1987-89). Celui aussi des gouvernements Amato et Ciampi (1992-94), hommes estimables pourtant, qui mènent une action courageuse pour rapprocher leur pays des normes européennes, mais souffrent d'un déficit de légitimité politique. C'est l'époque où l'Italie, secouée par la grande lessive de l'opération « Mains propres », est accaparée par ses turbulences internes et moins disponible sur le terrain de la politique extérieure.

Temps fort, en revanche, celui du gouvernement Andreotti (1989-92). Dans la période délicate qui court de la chute du Mur de Berlin au conseil européen de Maastricht, ce vieux routier de la politique internationale prend soin de maintenir avec François Mitterrand une

concertation étroite et suivie. Sur l'essentiel - la nécessité et l'urgence d'approfondir l'union politique et de mettre en route l'union économique et monétaire, la volonté de neutraliser Mme Thatcher, la gestion maîtrisée de la réunification allemande, le souci de ménager M. Gorbatchev - la convergence est au rendez-vous et permettra, en particulier pendant le semestre de présidence italienne de la Communauté en 1990 et à Maastricht même de franchir au mieux les écueils d'une transition historique particulièrement délicate.

Avec l'arrivée au pouvoir de la coalition de droite dirigée par M. Berlusconi en 1994 et la formation d'un gouvernement comprenant des néo-fascistes, les relations connaissent un sérieux coup de froid. Au lendemain des élections, François Mitterrand exprime sa préoccupation devant l'ampleur des suffrages obtenus par les néofascistes et le risque de voir ceux-ci peser sur les orientations politiques. Il dit n'éprouver pour M. Berlusconi « ni attrait ni répulsion » et lui recommande de choisir comme ministre des affaires étrangères « un démocrate convaincu et affirmé ». Il précisera la nature de ses interrogations dans une interview à *La Repubblica* du 26 mai 1994. Il y déclare, faisant allusion à l'empire médiatique de M. Berlusconi, que « quand on possède les plus importants moyens d'information, on a des chances d'impressionner, au moins provisoirement l'opinion, et donc de l'emporter dans des conditions équivoques ». Tempête à Rome où le ministre des affaires étrangères qualifie ces propos d'inacceptables. Ce qui n'empêchera pas, deux mois plus tard, Silvio Berlusconi, amphytrion du G8 de Naples, de se mettre en frais pour séduire Mitterrand et de le qualifier publiquement d'« artiste et de poète de la politique ».

Mais quels qu'aient pu être les alternances cycliques et les aléas conjoncturels, ce qui, avec le recul, demeure de la politique italienne de Mitterrand, c'est le fait qu'il a durablement et solidement structuré la relation bilatérale par l'instauration des rencontres gouvernementales annuelles. On imagine mal, tant cela paraît naturel aujourd'hui, ce qu'a été l'apport décisif de ce dispositif, d'une part, pour créer entre les administrations des deux pays une meilleure connaissance réciproque et des habitudes de travail communes, d'autre part, pour balayer régulièrement et systématiquement l'ensemble des domaines de coopération et prévenir d'éventuels litiges. On ne saurait sous-estimer, non plus, à quel point ce travail en profondeur a contribué à modifier la perception traditionnellement condescendante des élites dirigeantes françaises, politiques et économiques, à l'égard de l'Italie. On peut, en ce sens, qualifier le Président français de rénovateur des relations franco-italiennes. Et même si le projet mitterrandien n'est pas allé au bout de son ambition, force est de constater que les structures mises en place perdurent et que, pour peu qu'une volonté politique partagée se fasse jour de part et d'autre des Alpes, il y a matière, sur ces fondements, à construire de beaux lendemains entre la France et l'Italie. ■

On appréciait sa franchise et son style

Figure historique de la démocratie chrétienne, actif sur le devant de la scène politique pendant un demi-siècle, Giulio Andreotti a été, avec Bettino Craxi, le principal interlocuteur italien de François Mitterrand, d'abord comme ministre des affaires étrangères de 1983 à 1989, puis comme président du conseil de 1989 à 1992.

par **GIULIO ANDREOTTI**

L'idée que le président Mitterrand pût accomplir un second septennat ne déplaisait pas à beaucoup de Français (à l'exception de quelques candidats à la succession, comme Michel Rocard) et moins encore à nous, étrangers, qui apprécions beaucoup sa franchise et son style. Socialiste authentique, Mitterrand n'en a pas moins toujours manifesté une grande indépendance d'esprit. Dans les rapports qu'on avait avec lui, jamais les considérations partisans n'entraient en ligne de compte.

A la différence de l'Italie, la France dispose d'un système constitutionnel qui confère au chef de l'Etat non seulement un rôle protocolaire de représentation mais des pouvoirs politiques étendus. En politique étrangère, il est en contact direct avec ses homologues mais aussi avec les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères, particulièrement dans le cadre de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique.

Une rencontre à l'Elysée avec Bettino Craxi

En tant que ministre des affaires étrangères, j'accompagnais un jour le président du Conseil, Bettino Craxi, à l'Elysée. Nous étions porteurs d'une liste de personnes recherchées, préparée par la police italienne. La réaction de Mitterrand fut singulière.

Pourquoi donc, après tant d'années, ne tournait-on pas la page alors qu'un grand nombre de ces individus s'étaient rangés et s'adonnaient pacifiquement à de petits

métiers ? Sur certains d'entre eux, toutefois, il manquait d'informations et il se dit disposé à les remettre entre nos mains s'il s'avérait qu'ils étaient encore au service actif des Brigades Rouges. Je ne pus m'empêcher de lui dire spontanément : « Dans ce cas, il vaut mieux que vous les gardiez ». Craxi me regarda de travers, Mitterrand sourit et nous passâmes à un autre sujet.

Nous eûmes un désaccord dans une occasion particulière. Il était notre hôte à Venise, au moment de la malheureuse opération militaire alliée au Liban. Sans aucune concertation, les Français avaient effectué un bombardement mettant fortement en danger la situation déjà précaire des troupes présentes sur le terrain (je me souviens qu'une explosion venait de dévaster une caserne américaine).

En tant que ministre des affaires étrangères, je protestai, peut-être avec plus d'énergie qu'il n'était nécessaire. Nous avions aussi une divergence de fond avec les Français sur la Syrie avec laquelle l'Italie était parvenue à maintenir de bons rapports. Quoi qu'il en soit, nous nous en tîmes là. Mitterrand parla de Venise et de son souhait d'y acquérir, s'il pouvait le faire à de bonnes conditions, un petit appartement. D'autres villes italiennes suscitaient son admiration, comme Arezzo et Viterbe. A Bologne, il reçut, avec les plus grands honneurs, un doctorat honoris causa.

Alliés contre Madame Thatcher

Pendant le semestre décisif de la présidence italienne, à la veille du sommet de Maastricht, Madame Thatcher, qui était ouvertement hostile à la tenue du sommet, avait rendu visite à Mitterrand au Palais Farnèse, pour le rallier à ses thèses.

Elle n'y parvint pas et, en séance, se trouvant isolée, elle dut rendre les armes. Dans ses *Mémoires*, elle écrit, de façon inexacte, que nous, Italiens, nous aurions modifié l'ordre du jour. En une autre occasion, la même Madame Thatcher qui prétendait que nous consentions à satisfaire ses demandes s'attira une réaction extrêmement ferme de Mitterrand (et de Kohl).

Lors d'un dîner privé à Paris, je pris la liberté d'observer qu'ayant regardé son débat télévisé avec le Président Giscard d'Estaing lors de la campagne présidentielle de 1981, j'avais été surpris par sa dialectique. Il avait répondu de façon lapidaire et brusque à un exposé de cinq minutes de Giscard, bourré de chiffres, de références, de statistiques.

Il m'expliqua alors que, sept ans auparavant, il avait été battu par la perfide habileté de son adversaire, alors ministre des finances. Il s'était pourtant soigneusement préparé, lisant et étudiant notes techniques et rapports parlementaires. Il connaissait par cœur les besoins non satisfaits en logements à loyer contrôlé, les principaux postes déficitaires du commerce extérieur et ainsi de suite.

Face à ses propositions précises, Giscard d'Estaing hochait la tête. Il finit par déclarer qu'elles étaient inexactes et, pour le prouver, lut quelques fiches qu'il avait sous les yeux. Mitterrand ne sut comment réagir et se tira fort mal de l'épreuve. Après l'émission, il se rendit compte que les fiches en question étaient vierges. Giscard avait feint de contrôler ses données en recourant à ce tour de passe-passe.

C'est pourquoi, sept ans plus tard, il n'était plus question pour Mitterrand de le suivre sur ce terrain. Lorsque le président en exercice rappela la forte croissance de l'économie française durant son septennat, Mitterrand répliqua que sept ans plus tôt, la France avait deux fois moins de chômeurs.

Et à la remarque de Giscard selon laquelle la France était pénalisée parce qu'elle n'avait pas de sources d'énergie ni de matières premières, il rétorqua de façon foudroyante : « Il y a un pays qui n'a ni ressources énergétiques ni matières premières et qui se porte très bien : le Japon. Parce qu'il est bien gouverné ». Le président se délectait particulièrement en me racontant cet échange.

Ses questions à brûle-pourpoint

En août 1980, Mitterrand rencontra à Strasbourg Enrico Berlinguer. Dans une interview à *La Repubblica*, celui-ci déclara : « Nous pouvons construire ensemble la gauche européenne ». Mais l'affaire n'eut pas de suite, en raison notamment de la réaction compréhensible des leaders socialistes italiens qui n'appréciaient pas ce genre de manœuvres de contournement.

Les conversations avec Mitterrand, même lors des réunions formelles, étaient toujours d'un grand intérêt. Il se montra toujours très engagé dans l'affaire

palestinienne, considérant que c'était la clé de tous les problèmes. Il vous surprenait parfois par des questions à brûle-pourpoint.

Par exemple, sur le fait de savoir si nous, Italiens, faisons ce qu'il fallait pour avoir de nouveau un pape italien, après le Polonais ! Une disposition de notre système politique lui plaisait particulièrement : le statut de sénateur à vie accordé aux anciens présidents de la République.

Envers les Américains, il n'avait pas le snobisme de De Gaulle. Mais quand Reagan, en octobre 1985, lança aux Occidentaux les invitations pour une rencontre préparatoire au sommet avec Gorbatchev, il refusa d'y adhérer.

Il reprochait à Washington un activisme excessif et une considération insuffisante pour l'Europe. Il estimait même que les Américains ne comprenaient pas le socialisme démocratique.

J'ai noté dans mon journal, à la date du 1^{er} mai 1985, cette phrase de lui : « Si vous dites aux citoyens de ne pas cracher par terre, est-ce que c'est du socialisme ? Est-ce que c'est une norme contraire à l'économie de marché ? Si vous imposez la circulation à gauche, est-ce du dirigisme étouffant ? »

Souvenir d'un Grand Prix de l'Arc de Triomphe

Une anecdote curieuse pour finir. Dans le journal de Jacques Attali, les rencontres de Mitterrand avec ses hôtes étrangers sont rapportées avec précision. J'y ai trouvé l'explication d'une marque de reconnaissance que je reçus à l'hippodrome de Longchamp pour « y avoir conduit » le Président Mitterrand. J'avais, en effet, fait coïncider ma rencontre bilatérale à Paris avec le Grand Prix de l'Arc de Triomphe et nous étions allés ensemble voir la course.

Mais j'ignorais que Mitterrand détestait le sport hippique et qu'il m'avait accompagné par pure courtoisie. Par la suite, j'appris qu'une déclaration qu'il avait faite contre les paris sur les courses avait provoqué de vives protestations que le parti socialiste eut de la peine à apaiser !

Très belle la définition qu'a donnée de Mitterrand le grand écrivain Jean Guittou : « Un roi socialiste curieux de Dieu ».

Après sa mort, on a enregistré en France de déplaisantes polémiques contre sa personne. Je ne veux pas m'immiscer dans les affaires françaises. Mais, en tant qu'Italien et qu'Européen, je conserve de lui un souvenir inaltéré et positif. ■

La lettre d'adieu de Bettino Craxi

François Mitterrand a connu Bettino Craxi à la fin des années 70 au moment où celui-ci, élu en 1976 secrétaire du Parti socialiste italien, s'engage activement dans le cadre de l'Internationale socialiste alors présidée par Willy Brandt. Craxi appartient à la génération des dirigeants socialistes européens qui, comme Felipe Gonzalez, émergent sur le devant de la scène à la fin de la décennie 70.

Le jeune leader du PSI, qui parle parfaitement français, fait de fréquentes visites à Mitterrand, participe à ses meetings, le reçoit à Cortone, en septembre 1978, pour examiner une stratégie commune en vue des élections européennes.

Craxi voue une admiration sincère à celui qu'il tient pour un modèle. Il porte les espoirs de la gauche non communiste qui attend de lui qu'il soit le Mitterrand italien, le rénovateur et le modernisateur d'un socialisme qui souffre de l'hégémonie du PCI sur la gauche italienne. Craxi se défend de toute comparaison car il sait d'expérience que les situations nationales sont sans commune mesure et que, en l'absence d'un système présidentiel en Italie, la stratégie de conquête du pouvoir ne saurait emprunter les mêmes voies qu'en France.

La période pendant laquelle Craxi fut président du conseil (1983-87) est l'une des plus fécondes des relations franco-italiennes. Elle n'est pas exempte pour autant de malentendus et de tensions. Ainsi l'atmosphère du sommet de Venise, en octobre 1983, est sérieusement rafraîchie par le fait que Paris a omis d'informer Rome du raid sur Baalbeck, au risque d'exposer à des représailles les soldats italiens au Liban. François Mitterrand, de son côté, se montrera peu sensible à l'humour de Craxi qui, en pleine querelle des euromissiles, déclare que « les armes nucléaires françaises ne sont pas sur la lune », suggérant qu'il n'y a pas de raison de les exclure d'un marchandage global, comme le soutiennent également les Soviétiques.

Mais, au regard de ces incidents de parcours mineurs, la coopération franco-italienne permet des avancées décisives dans le domaine européen. Craxi réussit à jouer habilement sa carte aux côtés du duo

franco-allemand avec l'objectif commun de résister à Mme Thatcher. En 1985, lors du Conseil européen de Milan qu'il préside, il conduit, avec la complicité de Mitterrand, une brillante manœuvre en tenaille qui isole la Dame de Fer et ouvre la voie à l'Acte unique européen. Ces années sont aussi celles où, sous l'impulsion de Jack Lang, les échanges culturels brillent d'un éclat sans précédent et où les créateurs italiens tiennent le haut du pavé à Paris.

Jamais, en tous cas, Mitterrand ne retrouvera une relation aussi étroite avec les successeurs de Craxi. Lorsque, dans les années 90, celui-ci aura maille à partir avec la justice de son pays dans le cadre de l'enquête « mains propres » et devra s'exiler en Tunisie, il restera en contact avec le président français.

L'épilogue de la relation se situe en décembre 1994. Six mois avant de quitter ses fonctions, François Mitterrand reçoit d'Hammamet où réside Craxi (et où il mourra le 20 janvier 2000) cette missive manuscrite en forme d'adieu :

« Cher Président,

Exilé pour je ne sais combien de temps encore en Tunisie, lorsque je pense à vous, j'en arrive à la conclusion que même les Français qui aujourd'hui ne vous aiment pas seront obligés de revenir sur leurs sentiments.

Après vous, pour autant que je comprenne la situation, je ne vois qu'un grand vide sur la scène politique française.

Vous avez donné à la France et offert au monde l'image de l'autorité dans sa variante la plus rare : l'autorité de l'intelligence.

C'est avec gratitude que je me souviens de nos rapports et de notre collaboration qui, dès ses débuts, fut fraternelle. Personnellement, je me trouve dans une situation difficile et par bien des côtés absurde, victime d'une fausse « révolution ». Et cependant, je me sens encore assez fort pour continuer à me battre et à me défendre.

Je vous adresse mes meilleurs vœux et j'espère que votre mal, comme vous avez eu l'occasion de me le dire un jour, continuera à se montrer « raisonnable ».

Avec mon profond sentiment d'admiration et d'amitié.

Votre B. Craxi »

Mitterrand orateur

Giovanni Spadolini (1925-1994) fut un historien et un journaliste de renom avant de s'engager en politique. Chef du Parti Républicain, petite formation de centre-gauche, il devint, en 1980, le premier président du conseil non démocrate chrétien de la République italienne. Esprit vif et généreux, il entretenait avec François Mitterrand des relations très cordiales. Il avait, aux yeux du président français le triple mérite d'être Florentin, homme de culture et laïque, cette dernière espèce étant fort rare en Italie. Devenu président du Sénat italien en 1987, Spadolini continua à lui rendre régulièrement visite à l'Élysée. Voici le portrait qu'il brosse de Mitterrand orateur dans un livre de souvenirs paru en 1988 (*Il mondo in bloc-note. 1984-88*, Milan, Longanesi éditeur).

par GIOVANNI SPADOLINI

« **S**trasbourg. Fin septembre. J'écoute Mitterrand, dans la grande salle du Conseil de l'Europe, tandis qu'il parle de la démocratie et du vieux continent. Silences et paroles, tout est calculé. Modulation parfaite des pauses. Citations rares, mais toujours appropriées. L'évidence qui devient solennité sans que le solennel ne devienne jamais banal. Rien à voir avec la déclamation du général, avec ces envolées, qui étaient toutes programmées comme au temps du théâtre du grand siècle. (...) Mais on comprend que la leçon gaulliste n'a pas été négligée par celui qui en est l'héritier et le concurrent lointain : à sa manière, très différente, il se fait l'interprète d'une France des « petites gens », opposée à la conception michelangélesque et sculpturale de son pays qu'avait le fondateur de la France libre.

Quand il entre dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe, Mitterrand s'avance comme un souverain. (...) Il n'a aucun papier en main. Il regarde, sourit, soupèse. Après les salutations du président de séance, un aide de camp lui tend quelques feuillets qu'il dépose avec détachement sur le pupitre. Tout est écrit : et pourtant tout, ou presque, semble improvisé. Le jeu flûté des basses et des aigüs sert à capter l'attention. Quelques suspensions un peu plus prolongées. Quelques effets à peine appuyés. Le silence de la salle est impressionnant ».

En expert des pièges et des ressacs de la vie politique, Spadolini admire également la façon dont Mitterrand, loin de se laisser ligoter par la cohabitation, a su la tourner à son avantage et préserver la fonction présidentielle :

« Mitterrand ne s'est pas rendu à la cohabitation. Dans sa partie d'échecs avec Chirac, il a préservé la sphère souveraine de l'Élysée en matière de politique internationale et de politique de défense. Au fur et à mesure que le gouvernement s'enlisait, le président de la République s'élevait (...) Il est en tête de tous les sondages. Sa popularité avait chuté dans les derniers mois du gouvernement socialiste. Le gouvernement conservateur l'a fait remonter, le transformant en patriarche d'une République de nouveau incertaine, de nouveau tentée par les jeux de la Quatrième. (...) Le radical Mitterrand - l'homme qui a vécu la parabole complète et les contradictions de la Quatrième et de la Cinquième Républiques - se retrouve supra partes, une sorte de garantie contre l'aventure. Un point de stabilité. Un élément de certitude et de continuité. Surtout en politique étrangère ».

L'histoire, passion commune à Spadolini et à Mitterrand, leur offrait une moisson de sujets de conversation. A chacune de ses visites à l'Élysée, Spadolini arrivait les bras chargés d'ouvrages historiques. Mitterrand, qui connaissait et partageait son goût des livres anciens, lui avait offert une édition originale de *l'Ancien Régime et la Révolution* de Tocqueville, corrigée de la main de l'auteur, ainsi que la première édition de *Rome, Naples et Florence* de Stendhal. Mais ce qui les rapprochait par-dessus tout, c'était Florence, évidemment. Spadolini se souvenait d'y avoir rencontré Mitterrand pour la première fois fin 1957-début 1958. Bien qu'il fût alors une personnalité de premier plan de la Quatrième, il était là incognito pour des recherches à la Bibliothèque Laurentienne.

« Pendant notre brève rencontre dans la salle du Conseil de l'Europe, raconte Spadolini, la discussion revient sur Florence. Ce n'est pas un hasard : c'est la patrie idéale du président français, qui n'a jamais terminé son livre sur Laurent le Magnifique mais connaît la Renaissance toscane et italienne aussi bien que la française. « Il faut que j'y retourne bientôt. J'ai encore bien des aspects à explorer », me dit-il. Quand, dans son discours, il a cité les communes médiévales où s'épanouirent les premières libertés démocratiques, il s'est référé aux communes d'Italie, de Flandres et de France. « Mais c'est surtout à la République florentine que je pensais », me glisse-t-il à l'oreille ». ■

Le retour de la France à Rome

Gilles Martinet est l'homme qui a symbolisé le retour de la présence française à Rome. Gendre du leader syndicaliste et antifasciste Bruno Buozzi, abattu par les nazis en 1944, il connaissait comme personne la classe politique et intellectuelle italienne, son histoire et ses secrets de famille. Nommé par François Mitterrand ambassadeur à Rome, il fit pendant quatre ans (1981-85) du Palais Farnèse l'éclatante vitrine de la nouvelle politique française en Italie.

par **GILLES MARTINET**

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 a eu un énorme retentissement en Italie. Celle-ci avait toujours éprouvé à l'égard de la France des sentiments contradictoires. Elle l'admirait pour sa culture ; elle se méfiait de ses tendances hégémoniques. Les Italiens voyaient bien que les Français – y compris ceux qui disaient les aimer – ne plaçaient pas les deux nations sur le même rang. Ils s'étaient méfiés du général De Gaulle considéré comme un champion du nationalisme français. Ils en avaient voulu au président Giscard d'Estaing pour s'être longtemps opposé à l'élargissement du groupe des cinq, c'est-à-dire à l'entrée de l'Italie dans ce lieu de concertation des grandes puissances occidentales ; François Mitterrand allait-il créer une situation nouvelle, des relations différentes ?

A cette première interrogation, s'ajoutaient celles qui concernaient la présence des communistes dans le gouvernement de Paris et les conséquences des nationalisations qui étaient sur le point d'être réalisées. Les communistes italiens se montraient évidemment enthousiastes, les socialistes plus circonspects car leur stratégie reposait sur une alliance centriste et non sur la perspective d'une union de la gauche. Quant à la Démocratie chrétienne, elle attendait de voir ce qu'allait faire le nouveau gouvernement français. Il se montrerait peut-être plus compréhensif à l'égard de l'Italie que ses prédécesseurs. La société civile et, en premier lieu, les milieux culturels, étaient pleins de curiosité. On voyait renaître l'ancienne attirance pour la France.

Le premier voyage que fit François Mitterrand en février 1982 connut un très grand succès. Un déjeuner rassembla au Palais Farnèse tout ce qui comptait en Italie dans la littérature, l'édition, le cinéma, le monde syndical, les milieux scientifiques, la finance et

l'industrie (d'Agnelli à Ciampi, en passant par De Benedetti). La décision de tenir chaque année un sommet franco-italien fut particulièrement bien accueillie. L'un des reproches que la diplomatie italienne nous faisait portait sur les relations privilégiées de la France et de l'Allemagne. Elle se sentait mise de côté, considérée comme une nation de second rang, obligée de suivre les orientations décidées par Paris et Bonn. Elle voulait être placée sur un pied d'égalité. Ce ne fut pas toujours le cas et l'ambassade de France à Rome reçut, à plusieurs reprises, des notes de protestation contre « l'hégémonisme franco-allemand ».

L'opinion italienne était profondément favorable à la construction européenne mais, dans le même temps, elle se montrait désireuse d'apparaître comme l'alliée la plus fidèle des Etats-Unis. Lorsqu'elle avait à choisir, elle donnait très souvent la préférence à la position américaine. Les relations économiques se développaient, avec toutefois un fond de méfiance dès qu'il s'agissait de réaliser des fusions d'entreprises. Les Italiens avaient peur de la prédominance des intérêts français.

C'est dans le domaine de la culture et des relations avec la société civile que la politique soutenue par François Mitterrand obtint les meilleurs résultats. Ces relations furent placées sous le signe de la réciprocité. On ne pouvait plus se contenter de présenter la vitrine culturelle de la France. Il fallait multiplier les dialogues et les rencontres. Le rôle de Jack Lang fut très positif. En invitant à Paris un directeur d'opéra, des metteurs en scène et des architectes, il montra l'intérêt que la France attachait à la culture italienne.

La diplomatie italienne, traditionnellement européiste et pro-américaine connut un infléchissement lorsque l'équipe Craxi-Andreotti vint au gouvernement. Elle voulut se montrer plus ouverte que les autres Occidentaux à l'égard de Moscou comme à l'égard des pays arabes. Elle se montra d'abord hostile à l'installation des fusées américaines face aux SS 20 soviétiques, avant de céder à la pression de Washington. Elle ne cessa de répéter aux Etats arabes qu'elle ne partageait pas les mêmes points de vue que les Etats-Unis sur la politique suivie par l'Etat d'Israël et qu'à la différence de « nos amis français » elle avait totalement rompu avec son passé colonial. L'Italie montra une grande complaisance à l'égard de la Libye alors que ce pays menait au Tchad une politique hostile à la France. Cela n'empêcha pas l'Italie d'envoyer des troupes au Liban aux côtés des Français et des Américains lors des événements de 1984. Mais ils le firent sans enthousiasme et se désolidarisèrent lors

des bombardements français sur la plaine de la Bekaa. Ce qui provoqua la colère de François Mitterrand. Il est vrai que Paris avait omis d'avertir Rome de ses intentions. Ce qui avait été mal reçu par les Italiens.

Le phénomène des Brigades rouges créa de sérieux problèmes. De 1977 à 1980, certains brigadistes utilisèrent le territoire français comme une base arrière mais c'est à partir de 1980 que plusieurs centaines de clandestins italiens vinrent se réfugier en France. La plupart comprenaient que leur combat avait échoué ; ils ne voulaient pas pour autant avoir à dénoncer leurs camarades en devenant des « pentiti ». Ceux-là bénéficièrent de la protection ou de la discrétion des autorités françaises. Il restait les cas les plus graves qui concernaient les crimes les plus sanglants. Dans une déclaration du 22 février 1985 (dont on n'a souvent donné que des extraits tronqués) François Mitterrand a bien établi cette différence. L'extradition est possible pour les auteurs de « crimes de sang », le droit d'asile sera accordé aux autres. Et c'est finalement le gouvernement de Lionel Jospin qui, en mars 1998, a accordé un permis de séjour à tous les réfugiés.

Dans les années soixante-dix, François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, avait tenté d'établir un lien privilégié avec les autres formations socialistes de l'Europe du sud. Des rencontres avaient eu lieu. Elles furent décevantes car, d'une part, les

Espagnols et les Portugais tenaient trop à l'aide que leur apportait la social-démocratie allemande et, d'autre part, les Italiens demeuraient hostiles à la stratégie de l'union de la gauche. Devenu Président de la République, François Mitterrand dut tenir compte de cette situation. Dans la péninsule il a eu pour interlocuteurs les hommes de la première République italienne (démocrates chrétiens, socialistes et républicains) dont les pratiques ressemblaient étrangement à celles de notre IV^{ème} République française, jusqu'au jour où les scandales révélés par l'opération « mains propres » bouleversèrent le paysage politique italien. L'arrivée du premier gouvernement Berlusconi n'intervint qu'en 1994, au moment où s'achevait le deuxième septennat.

Auparavant François Mitterrand avait pu suivre l'évolution du parti communiste italien qui se transformait en parti démocrate de gauche et adhérait à l'Internationale socialiste. En revanche, le Parti socialiste payait chèrement sa longue collaboration avec la Démocratie chrétienne mais aussi avec le clientélisme et la corruption de nombre de ses dirigeants. De l'ancienne Démocratie chrétienne se détachèrent les éléments les moins compromis et les plus compétents. Ce qui allait rendre possible la constitution d'un centre-gauche, c'est-à-dire d'une coalition politique que François Mitterrand ne pouvait considérer qu'avec sympathie. ■

Chronologie

1981

18-19 nov. Paris. 1^{er} sommet franco-italien (Spadolini, président du conseil)

1982

26-27 fév. Rome. Visite d'Etat de F. Mitterrand.
5-6 juil. Paris. Visite d'Etat du président Pertini

1983

17-18 nov. Venise. 3^e sommet (Craxi, président du conseil)

1984

20-21 fév. Milan. Rencontre avec Craxi. Préparation Conseil européen de Fontainebleau

1985

13-14 juin Florence. 5^e sommet (Craxi)
28-29 juin Milan. Conseil européen. Craxi président

1986

28 nov. Paris. 7^e sommet (Craxi)

1987

8-10 juin Venise. G7.
26 nov. Naples. 8^e sommet (Goria, président du conseil)

1988

27 oct. Arles. 9^e sommet (De Mita, président du conseil)

1989

30 mars Taormina. Rencontre avec De Mita

17 mai

Paris. Entretien avec Spadolini, président du Sénat

22 sept.

Cortone. Colloque « 1789 en Toscane »

4-5 oct.

Venise. 10^e sommet (Andreotti, président du conseil)

5 octobre

Bologne. Doctorat honoris causa.

1990

29-31 janv. Paris. Visite d'Etat du président Cossiga

8 oct.

Paris. 11^e sommet (Andreotti)

14-15 déc.

Rome. Conseil européen (Andreotti)

1991

17-18 oct. Viterbo. 12^e sommet (Andreotti)

1992

27 avril Venise. Doctorat honoris causa.
10 nov. Paris. 13^e sommet (Amato, président du conseil)

1993

26 nov. Rome. 14^e sommet (Ciampi, président du conseil)

29 nov.-04

Paris. Entretien avec Spadolini, président du Sénat

1994

8 juil. Naples. Université, doctorat honoris causa
8-10 juil. Naples. G7. Berlusconi, président.
16 déc. Aix-en-Provence. 15^e sommet (Berlusconi, président du conseil)

Il tenait l'Italie à l'œil

Chef du bureau parisien du quotidien La Repubblica pendant les années Mitterrand, observateur aigü de la scène politique française, Bernardo Valli a publié plusieurs interviews du Président de la République qui appréciait son indépendance d'esprit et sa culture.

par **BERNARDO VALLI**

C'est par hasard que j'ai découvert le goût de François Mitterrand pour l'art italien. Cela s'est passé il y a bien longtemps, bien avant que je mesure son intérêt plus général pour la culture de mon pays. Et pour sa vie politique, aussi. Cette dernière curiosité, pour la politique, prit un tour insolite, exceptionnel même, plus tard, chez le Mitterrand président. Sous la v^e République, aucun de ses prédécesseurs n'avait rien manifesté de semblable. Au contraire, leur comportement exprimait un détachement, un désintérêt évident pour ce qui se passait de l'autre côté des Alpes. Comme si, dans la Péninsule, l'exercice de la politique équivalait à un spectacle d'opéra, pour ne pas dire d'opérette, où seuls comptent la qualité des voix et les décors de carton-pâte.

Dans le meilleur des cas, la politique italienne était vue comme une caricature du machiavélisme. Un machiavélisme vulgaire, au venin désormais dilué, parce que suranné, capable tout au plus de donner mal au ventre, et aux poignards pointés comme sur la scène de Rigoletto. De Gaulle était plein de commisération (« Pays pauvre, pauvre pays »). Pour Pompidou, humaniste de qualité, la politique romaine était ce que le latin de cuisine est au latin classique (celui de la France). Sensible au courant anglo-saxon, Giscard d'Estaing tenait en faible considération le monde italien, dans lequel, toutefois, il ne négligeait pas sa parentèle et ses amitiés aristocratiques, utiles pour donner du lustre aux quartiers de noblesse dont il se faisait gloire.

J'exagère ? Pas tellement. Tout au plus l'Italie était-elle, pour les prédécesseurs de Mitterrand, quelque chose de semblable à un laboratoire, sans la capacité de passer à une véritable production. Une terre de vieille civilisation, sans doute, mais incapable de donner consistance aux nombreux héritages dont elle était dépositaire. Un pays allié, certes, comme peut l'être un parent assez proche pour une famille où, de temps en temps, on aime réveiller les souvenirs

communs. Mais de peu d'utilité pour le présent. Un pays dont les éclairs d'intelligence produisaient parfois des résultats géniaux. A tenir à l'œil, donc, pour le récupérer, ce génie, s'il s'avérait utile, c'est-à-dire capable de porter des fruits dans la France fertile.

Mais revenons à l'épisode évoqué au début de ces lignes, celui qui m'a fait découvrir le Mitterrand « italomaniac », du moins pour ce qui a trait à l'art. Cela remonte à bien des années. Une trentaine, peut-être. C'était le premier après-midi de printemps à Paris. Il y avait une exposition dédiée à l'École de Fontainebleau. Je profitais d'une heure de faible affluence pour la visiter. Et c'est là que je le vis, absorbé devant un tableau du Primitice. Il était seul. Il était déjà premier secrétaire du Parti socialiste, ce qui suffisait à attirer l'attention d'un journaliste étranger comme moi, pas encore imprégné des affaires françaises, mais pas complètement ignorant du paysage politique parisien.

En contemplation devant le Primitice

Dans ces salles vides, Mitterrand pouvait se mouvoir à sa guise. Il s'éloignait lentement du tableau qui l'avait séduit, s'en rapprochait de nouveau, se déplaçait à droite et à gauche à la recherche du meilleur angle, plissait les yeux sous l'effet d'un éclairage trop vif qui dénaturait les couleurs. Il était tellement absorbé dans la contemplation d'Ulysse et de Pénélope (occupée, cette dernière, à raconter à son époux, à peine rentré à Ithaque, ce qui s'était passé pendant son aventureux voyage), il était tellement concentré qu'il ne prêta pas attention à la présence de l'intrus qui l'observait de près avec stupeur et avec une indiscrète insistance.

Son attitude était insolite. Elle ne laissait aucun doute sur l'intimité établie avec l'œuvre qui l'avait séduit. Une intimité voluptueuse, si profonde qu'il en oubliait tout le reste, qu'elle le rendait étranger au monde et à ses semblables, lui qui les perdait si rarement de vue. Ce n'était pas un hasard, pensai-je plus tard, si son intérêt passionné se focalisait sur un moment significatif de l'histoire de l'art : la rencontre entre la France et l'Italie.

Il est probable que j'accorde trop de poids à un épisode lointain et imprécis, à une impression esthétique subjective. Mais je pense encore, si longtemps après, que le charme exercé sur Mitterrand par les peintres maniéristes italiens, comme le Primitice, et plus encore, bien sûr, Rosso Fiorentino, était dû, autant qu'à leurs œuvres, à leur trajectoire :

à cette façon de faire irruption dans l'art français du temps. Il en résulta une sorte de mariage heureux, fécond, favorisé par l'intelligence de François 1^{er} qui attira dans la puissante France de grands peintres transalpins, traumatisés par le sac de Rome, cet épisode dramatique de la fragilité italienne. Une rencontre dont la France a retiré le plus grand bénéfice. Un moment qui a laissé une empreinte élégante, raffinée, et aussi troublante, dans l'art et le goût français. Qui a contribué à le dépouiller de son caractère gothique, encore médiéval.

J'aime imaginer que cet épisode est à la source de l'intérêt de Mitterrand pour l'Italie. Maire de Château-Chinon, dans la Nièvre, dont il avait fait le nombril symbolique de la France profonde (ou tranquille), il établit un jumelage avec Cortone, en Toscane, terre de la Renaissance. « Tu es au courant ? », me dit un jour, triomphant, Giovanni Spadolini, florentin, historien et alors président du Conseil, en visite à Paris, « on l'appelle le Florentin ! ». Je refroidis son enthousiasme, en lui expliquant que ce n'était pas un compliment, comme il le croyait. Dans la bouche d'un Français, un « Florentin » est un machiavélique au sens vulgaire du terme : un fourbe, cultivé peut-être, mais dépourvu de scrupules. « Tu prêtes trop l'oreille aux ragots, » me reprocha Spadolini, « lui, c'est un vrai Florentin ». Je le confortai dans sa conviction en lui rapportant la rumeur du moment (qui reste une légende dont jamais l'on n'eut confirmation) : Mitterrand écrivait un livre sur Laurent de Médicis. Spadolini en fut satisfait. Apaisé. Et par la suite je me gardai bien de le détromper.

Politique et esthétique

Quelques années plus tard, à l'occasion d'un anniversaire, une chaîne française m'interrogea longuement sur l'amour de Mitterrand, qui était mort entre temps, pour Machiavel. Je rappelai que Machiavel est le fondateur de la science politique moderne et que sa doctrine ne se limite pas à ce qu'on appelle le « machiavélisme ». Et qu'ainsi, pour un homme politique, ses écrits, loin de sentir le soufre, constituent une utile lecture. Il ne resta rien, à l'antenne, de cette partie de mon intervention. Ainsi Machiavel est resté (et Mitterrand avec lui) celui pour qui « la fin justifie les moyens ».

François Mitterrand a épargné à la gauche française les conséquences de la faillite de l'Union soviétique. Quand celle-ci s'effondra, la composante communiste de la gauche française s'était déjà drastiquement réduite, à la suite de la refondation et de l'expansion du parti socialiste. En France, la gauche, dans son ensemble, ne se ressentit pas de la fin de l'URSS. En Italie, Bettino Craxi tenta de suivre l'exemple de Mitterrand. Mais il se heurta à un parti communiste plus ondoyant, plus ouvert, et de ce fait,

moins vulnérable. Du reste, le PCI, en raison justement de sa nature particulière, avait connu de sérieux désaccords avec le PCF, depuis l'époque de Thorez et Togliatti. Entre Berlinguer et Marchais, après le feu de paille de l'« eurocommunisme » qui suscita une éphémère action commune, on en revint rapidement à des relations plus glaciales que froides. Berlinguer chercha une ouverture du côté des socialistes français après avoir constaté « l'extinction de l'élan propulseur de la Révolution d'octobre ». Mitterrand observa et suivit l'évolution des communistes italiens, donnant parfois l'impression de privilégier dans ses contacts Berlinguer par rapport à Craxi, leader des socialistes, poursuivi ensuite par la justice et mort en exil à Hammamet, en Tunisie. Étais-je le seul à penser que, pour des raisons qui étaient aussi esthétiques, le sobre Berlinguer avait la préférence sur Craxi ? Dans l'attention portée par Mitterrand à l'Italie, je n'ai jamais réussi, sans doute par excès d'ingénuité, à faire la part de ce qui relevait de la politique et de l'esthétique.

En 1981, quand Mitterrand entama son premier mandat, le gouvernement italien se sentait marginalisé (c'est une névrose récurrente de notre histoire nationale) par rapport à l'axe franco-allemand. Et aussi par rapport à la relation franco-britannique. Si le premier se fondait sur le Traité de l'Elysée, la seconde était régie par un accord moins contraignant mais qui prévoyait des rencontres périodiques entre les deux gouvernements. Rien de semblable avec l'Italie. Mitterrand régla la question avec Spadolini, premier ministre laïque après des décennies de monopole démocrate-chrétien, en instaurant des rendez-vous annuels au sommet qui continuent de rythmer les relations entre les deux pays. Cette décision favorisa la multiplication des contacts dans de nombreux domaines. Mitterrand savait que la société politique italienne anticipe parfois des phénomènes, pas toujours positifs, qui s'étendent ensuite au reste de l'Europe. Il la tenait à l'œil. Et quand, en 1994, Silvio Berlusconi remporta les élections et forma son premier gouvernement, Mitterrand lança une mise en garde, courtoise mais précise, que je recueillis dans l'interview qu'il me donna. Il dit en substance que le nœud du problème résidait dans le fait que Berlusconi était un outsider par rapport à la classe politique. La télécratie faisait là son inquiétante apparition.

La dernière fois que je vis Mitterrand, quelques instants dans le hall de l'Elysée, il reprocha à mon journal d'avoir publié une information inexacte le concernant. Il se référait à la rumeur selon laquelle il aurait acquis une maison à Venise. Je lui dis qu'on avait publié un démenti. « En Italie, oui, mais pas en France, où on continue de le croire », répliqua-t-il, mais pour ajouter aussitôt : « Je vous avoue tout de même que si j'étais plus jeune, la maison à Venise, je l'achèterai tout de suite ». Venise aura été sa dernière passion italienne. ■

Esquisse d'une géographie amoureuse

par **JEAN MUSITELLI**

« **N**ous, Français, dès que la frontière est franchie, il nous semble que nous descendons tous d'Henri Brulard¹. J'ai vécu moi-même cette expérience dans ma jeunesse, attaché que j'étais à l'Italie. Je ne voudrais pas établir une sorte de hiérarchie entre les régions d'Italie. Mais je me souviens être venu pendant quinze ans quatre ou cinq fois par an à Florence sans parvenir à descendre plus au sud. Depuis cette époque, j'ai pris l'Italie à revers pour pouvoir remonter vers Florence par Naples, et Rome enfin. Eh oui, j'ai mis longtemps à connaître Rome ! J'étais un touriste flâneur, habité par le seul projet d'aimer se promener là où l'on veut, en regardant simplement la couleur du ciel, la forme d'une colline et l'harmonie entre l'œuvre des hommes et celle de la nature ». S'il est une chose dont François Mitterrand ne s'est jamais caché, au point même d'en faire une composante reconnue de son image d'homme public, c'est de son amour pour l'Italie. La confiance rapportée ci-dessus en est une marque d'autant plus spectaculaire qu'elle fut prononcée devant un parterre de personnalités italiennes et françaises au Palais Farnèse, le 27 février 1982.

Le petit-fils d'Henri Brulard

Aussi, suivre les traces de François Mitterrand en Italie, est-ce mettre ses pas dans ceux d'un promeneur amoureux. Rien de fortuit dans l'invocation de Stendhal. Le regard de ce promeneur n'est évidemment pas (quoiqu'il prétende) celui, hâtif et désinvolte, du touriste qui effleure la surface des choses, mais celui, scrutateur et fasciné, de l'homme de culture qui, derrière chaque visage, chaque pierre, chaque paysage, lit le travail et la sédimentation de l'histoire. Et Dieu sait si l'Italie se prête à une approche qui combine les voies de la rêverie et celles de l'érudition, si elle convie également à la flânerie et à la méditation. François Mitterrand y a puisé ample matière à satisfaire ces deux versants de son inclination.

On connaît la page étonnante, parce que d'un lyrisme insolite chez un homme à l'expression d'ordinaire si maîtrisée, que lui inspire la contemplation de Venise :

« Rien ne me trouble plus que la beauté. De quelles correspondances est-elle le signe ? quel monde révèle-t-elle où l'âme aurait accès ? Que l'on puisse trembler de bonheur devant un nombre d'or, ligne d'un toit, cintre d'un arc, exacte mesure d'une colonne, que la couleur d'un mur auprès d'un autre mur, fatigue des ocres, brûlures des pourpres, bleus délavés, vous force à rester là, vidé de pesanteur, que toute maison soit palais, et tout palais navire, que toute pierre soit orgueil, toute église ornement, toute île bucentaure, que la ville soit réminiscence, théâtre où l'acteur est songe, idée de dieu, fête baroque, la beauté de Venise prouve d'abord que l'homme existe » (*La paille et le grain*, 5 décembre 1973).

Le Florentin ou le Vénitien ?

« Ne pas établir de hiérarchie... », dit-il. Certes, mais comment ne pas reconnaître la primauté incontestée de Florence et Venise dans le Panthéon mitterrandien ? Inutile de chercher à les départager : ce sont les deux pôles indissociables d'une même passion. Florence est, comme dit Spadolini, sa patrie idéale, Venise, sa villégiature fantasmée. La première dispense une leçon d'histoire, la seconde prodigue le ravissement esthétique (mais l'inverse n'est pas moins vrai...). La double nature du Prince y trouve son compte.

Florence conserve, semble-t-il, le privilège de l'antériorité. C'est François Mauriac, dont on sait qu'il ne détestait pas Mitterrand, qui l'a naturalisé florentin. Dans un entretien au *Nouvel Observateur* du 16 août 1971, Mitterrand s'interroge, avec une feinte ingénuité, sur les raisons de ce qualificatif : « J'ai ébauché, en effet, un livre sur la seconde moitié du xv^e siècle à Florence (...). Est-ce cela qui m'a valu d'être appelé « Florentin », comme le fit Mauriac en son temps ? Est-ce plutôt ma manière d'être ? Ne serait-ce pas, aussi, qu'on se fait des Florentins une drôle d'idée ? Je crois que lorsqu'on évoque en politique un « florentin », on pense « Machiavel ». Et Machiavel a inspiré beaucoup de princes (...) Pourtant, Machiavel, qui a pratiqué beaucoup la politique, a fini par échouer dans sa propre action. A-t-il mal appliqué ses principes ? Ou bien ses principes l'ont-ils trahi ? » Quoi qu'il en soit, Mitterrand ne s'est jamais offusqué de

cette épithète. Je l'ai entendu dire que, si elle était désobligeante, ce n'était pas tant à son égard qu'à celui des Florentins qui ne méritaient pas la mauvaise réputation qu'on leur faisait.

Les leçons de Laurent le Magnifique

Quant à l'intérêt pour Laurent le Magnifique, gardons-nous de le réduire à une marotte d'érudit. Il procède d'une réflexion sur l'histoire dont ne sont sûrement pas absentes des considérations d'actualité. Laurent de Médicis, c'est l'archétype du politique qui, jouant des ressources de la « vertu » (pour utiliser le lexique de Machiavel), parvient à neutraliser les aléas de la « fortune ». Qui, pour épargner à Florence l'asservissement par des forces qui la dépassent, se porte au point d'équilibre des tensions contraires et neutralise leurs effets en devenant l'« aiguille de la balance italienne ». Cet art consommé de tirer force de sa faiblesse, cette volonté tenace d'opposer la liberté à la nécessité n'avaient rien pour déplaire à Mitterrand.

Dans les conversations avec ses interlocuteurs italiens, il n'était pas rare qu'il convoque les mânes du plus fascinant des Médicis pour illustrer un propos ou pour le plaisir de l'anecdote.

Deux exemples parmi d'autres. Lors du déjeuner officiel du sommet bilatéral de Naples, en 1987, il raconte à ses hôtes comment, à l'occasion d'une visite de Laurent à Naples, le roi Ferrante, qui avait coutume de faire empailler ses ennemis et d'en orner sa salle à manger, lui avait présenté ces étranges convives avant que de passer à table.

Au printemps 1989, rencontrant M. De Mita, dans le cadre idyllique de l'ancien couvent de San Domenico à Taormina, il met en scène la dernière nuit du prince de Florence. A son chevet, Savonarole et Pic de la Mirandole débattent des fins dernières, de l'au-delà et des consolations respectives de la religion et de la philosophie. Laurent, à bout de forces mais maître de son intelligence, arbitre la controverse du moine dominicain et du philosophe néo-platonicien avant de rendre l'âme. « Se non è vero, è ben trovato », pensais-je en entendant ce récit parfaitement filé.

La prédilection de Mitterrand pour l'Italie a, bien entendu, immanquablement nourri un cortège de mythes et de rumeurs que sa répugnance à les démentir faisait prospérer. Au premier rang desquels figurent, avec une belle symétrie, le livre sur Laurent le Magnifique (peut-être le plus commenté des livres jamais écrits), côté Florence, et le palais sur la lagune, côté Venise. La fameuse « casa di Venezia » sur laquelle les curieux trouveront des revues de presse étoffées.

J'ai un souvenir très précis du déluge d'appels de journalistes qu'avait valu au porte-parole du Président que j'étais alors la parution dans l'hebdomadaire *The European*, en octobre 1994, d'une enquête très documentée sur « le magnifique appartement dans un palais du XIII^e siècle sur la Giudecca » que Mitterrand aurait acheté (ou envisagé d'acheter, on ne sait trop, il y avait du mystère là-dessous) pour y prendre sa retraite. L'article s'ornait, sur la moitié de la première page, d'une vue superbe sur la lagune et la pointe de la Salute dans la découpe d'une fenêtre gothique. On imagine sans peine l'embarras du malheureux porte-parole contraint d'avouer qu'il n'était au courant de rien, tout en faisant observer que, si l'information était fondée, cela prouvait du moins que Mitterrand avait bon goût.

Fidélité à Cortone

Si Florence et Venise sont les deux perles les plus éclatantes du collier, elles ne sauraient occulter la multitude des autres bijoux qui ont attiré, passagèrement ou durablement, son attention.

Ainsi Cortone. Moins connue, quoique fort singulière, la longue fidélité du maire de Château-Chinon puis du Président de la République à cette délicieuse cité toscane est restituée, ci-après, par les témoignages inédits de Spartaco Mennini et d'Annie Cohen-Solal.

Interlocuteurs de François Mitterrand

1. Présidents de la République

1978-1985 : Alessandro PERTINI

1985-1992 : Francesco COSSIGA

1992-1999 : Oscar Luigi SCALFARO

2. Présidents du conseil des ministres

1981-82 : Giovanni SPADOLINI

1982-83 : Amintore FANFANI

1983-87 : Bettino CRAXI

1987 : Amintore FANFANI

1987-88 : Giovanni GORIA

1988-89 : Ciriaco DE MITA

1989-92 : Giulio ANDREOTTI

1992-93 : Giuliano AMATO

1993-94 : Carlo Azeglio CIAMPI

1994 : Silvio BERLUSCONI

1995-96 : Lamberto DINI

Il était reçu à Cortone avec la même élégante cordialité par les maires communistes successifs, Tito Barbini, Italo Monacchini, et par les descendants de l'aristocratie locale, tel le comte Franz Passerini qui lui offrait l'hospitalité. Et quand il fallut choisir la ville italienne où il célébrerait le bicentenaire de la Révolution française, Cortone l'emporta sans coup férir et lui offrit la belle tribune de son Théâtre Signorelli.

L'Académie étrusque, vénérable institution, l'avait élu parmi ses membres, et cela ne lui déplaisait pas de savoir qu'il y avait eu, comme illustres prédécesseurs, Montesquieu et Voltaire. La reconnaissance intellectuelle ne lui manqua pas. Il fut très chaleureusement reçu dans les universités de Bologne, de Venise et de Naples qui lui décernèrent, tour à tour, un doctorat honoris causa. Connaissant son appétit pour la diversité italienne, les présidents du conseil se faisaient d'ailleurs un point d'honneur de tenir les rencontres bilatérales dans des lieux toujours différents... et également amènes. Et en retour, Mitterrand les a accueillis dans les plus italiennes des villes françaises, Arles et Aix-en-Provence.

Escapades, mozzarella et chocolat fouetté

Quel que fût toutefois l'empressement que mettaient ses partenaires italiens à devancer ses désirs, le carcan des visites officielles avec leurs itinéraires balisés et leurs programmes écrasants, lui pesait plus que nulle part ailleurs et contrariait l'humeur buissonnière qui le saisissait dès les Alpes franchies. Pour François Mitterrand, l'amour de l'Italie justifiait bien quelques entorses au protocole, ce qui n'allait pas sans susciter l'émoi des chancelleries. Ainsi, en juillet 1986, le chef du protocole italien adresse une note pincée à l'ambassadeur de France pour déplorer que la visite du Président « n'a pas été effectuée dans les formes établies par les usages internationaux ». De quoi s'est-il donc rendu coupable ? De s'être octroyé un séjour privé parfaitement incognito à la veille d'une rencontre officielle à Florence. Avec la circonstance aggravante d'une récidive ! « Un fait analogue s'était déjà produit à l'occasion de l'avant-dernier séjour du Président en Italie », poursuit pointilleusement l'auteur de la note. L'ambassadeur de France, dépité de ne pas avoir été mis dans la confidence, s'alarme à son tour de « savoir le chef de l'Etat présent sur le sol du pays de sa résidence sans avoir aucune information précise ni aucun moyen de le joindre ».

Mitterrand sait habilement user de sa connaissance intime du terrain pour se ménager des plages de liberté. A Venise, pendant le sommet des pays

industrialisés de 1987, tandis que Reagan descend le Grand Canal pour gagner le palais Pisani-Moretta, siège du dîner de gala, escorté par une flottille équipée de gardes armés jusqu'aux dents et de projecteurs pointés sur les façades des palais, Mitterrand s'offre une balade à pied, pratiquement seul, trop heureux de semer dans le labyrinthe vénitien les journalistes lancés à ses trousses et de décramponner les membres les plus zélés de sa délégation.

Cette même année, lors du sommet franco-italien de Naples, bousculant le protocole qui n'avait rien prévu de semblable, il demande à parcourir les artères du centre ville, ce à quoi son hôte, Giovanni Gorla, se plie avec plaisir. Tout se passe dans un joyeux désordre avec ce sens inné qu'ont les Italiens de l'improvisation. Dans une librairie de la galerie Umberto, le président du conseil lui offre le dernier ouvrage d'Andreotti. Le patron du bar voisin qui a assisté à la scène se désole bruyamment de son manque d'à-propos : « Quel crétin je suis ! Il était à trois mètres de moi et je n'ai même pas eu le réflexe de lui offrir un vrai café napolitain ! » Plus tard, lors du déjeuner officiel, le Président s'étonne de voir figurer au menu un baba à la crème comme dessert : « En venant à Naples, j'espérais bien goûter de la mozzarella », commente-t-il. Le propos ne tombe pas dans l'oreille de sourds. Les chefs napolitains, frustrés d'avoir dû se plier aux diktats culinaires du protocole romain, et sentant qu'ils tiennent leur revanche, font surgir comme par miracle des plateaux chargés de somptueuses mozzarella de bufflonne auxquelles Mitterrand fera l'honneur qu'on imagine.

Et puisque cet itinéraire sur les traces de l'homme qui aimait l'Italie nous a insensiblement conduit des plaisirs de l'esprit à ceux de la bouche, achevons-le par une note gourmande (où l'on pourra voir également une réminiscence proustienne). C'est à Venise, encore, à la terrasse du Caffè Quadri, sur la place Saint Marc, un moment de détente avec quelques journalistes. Il déguste un chocolat. « Ce qui me plaît dans le chocolat, voyez-vous, c'est... la moustache ». Perplexité générale. « Oui, pour que le chocolat soit réussi, comme celui que je bois à cet instant, il faut qu'il soit bien fouetté. Une légère mousse se forme alors à sa surface et se dépose sur votre lèvre supérieure. Eh bien, chaque fois que je prends un bon chocolat et que je sens la moustache apparaître, je suis aussitôt transporté à Venise ».

La mosaïque de textes qui suivent est une première tentative de brosser un portrait de François Mitterrand au miroir de l'Italie. La sensualité y a sa part autant que l'humanisme. On respire, dans les témoignages de ceux qui l'ont connu en ces lieux, un grand air de bonheur et de liberté. ■

1. Pseudonyme d'Henri Beyle, plus connu sous le nom de Stendhal.

Histoire d'un jumelage et d'une longue amitié

L'homme qui a amené Mitterrand à Cortone s'appelle Spartaco Mennini. Sa discrétion n'a d'égale que l'estime que lui portait le Président. Homme de conviction et de culture, issu d'une famille de tradition antifasciste, longtemps directeur des archives de Cortone, membre de la fameuse Académie étrusque, il lève ici le voile sur les origines du jumelage entre Cortone et Château-Chinon dont il fut le deus ex machina.

par **SPARTACO MENNINI**

C'est un matin de novembre 1958, à Paris, j'avais alors vingt-sept ans, que je fus présenté à François Mitterrand par une relation commune : « C'est un ami italien. Il est venu à Paris pour se divertir. Il est féru d'histoire et amateur d'arts figuratifs ». Le ministre Mitterrand, comme on l'appelait à l'époque, me serra la main et me demanda : « De quelle partie de l'Italie venez-vous ? – De la Toscane. De Cortone précisément, ville d'origine étrusque, riche d'art et d'histoire, récitai-je avec une pointe d'orgueil provincial. – Ah, la Toscane, où l'on parle la langue de Dante, la patrie des Médicis... » Ainsi s'engagea, dans son bureau du Palais Bourbon, notre première conversation sur la Toscane et les Médicis.

La Toscane, c'est ma terre, je lui porte un amour particulier et j'ai consacré une bonne partie de mes études à explorer son histoire. Aussi, la connaissance approfondie qu'en avait mon interlocuteur me stupéfiait-elle. Les détails, apparemment anodins, dont il parsemait la conversation me donnèrent la mesure de l'étendue de son savoir, notamment sur la famille Médicis.

Il éprouvait un intérêt particulier pour Laurent le Magnifique, moins pour les agréments du poète et de l'épicurien, que pour les talents du politique et de l'homme d'Etat. La discussion se prolongea agréablement. Les observations que je fis, les sujets que j'abordai, le désaccord même que j'exprimai respectueusement sur certaines de ses appréciations, loin de le contrarier, ne firent qu'accroître son désir de débattre.

Un courant de sympathie était passé entre nous. Mais les rencontres de cette sorte, si plaisantes soient-elles, n'ont pas vocation à se répéter. Nous échangeâmes nos adresses en pensant sans doute, l'un et l'autre, que nous ne nous reverrions pas. Et pourtant, les circonstances ont fait que non seulement nous nous sommes revus, mais que nous avons construit quelque chose qui dure encore et que nos rapports, de cordiaux, se sont transformés en amitié.

Vers la fin de l'année 1959 ou le début de 1960, le maire de Cortona, Gino Morelli, m'interpella : « Vous qui êtes un nomade dans l'âme, qui connaissez tant de monde à l'étranger, essayez donc de me trouver le maire d'une ville française disposé à se jumeler avec Cortone ».

Je me mis à l'ouvrage. Ayant lu dans un journal que l'homme que j'avais rencontré l'année précédente à Paris avait été élu maire de Château-Chinon, je demandais au directeur de la Bibliothèque de Cortone, érudit à la vaste culture, des informations sur ce Château-Chinon.

Première visite à Château-Chinon

Voici ce qu'il me répondit quelques jours plus tard : Chinon, antique implantation celtique, avait été une colonie romaine, avant de devenir au XII^e siècle la résidence d'Henri II Plantagenêt, d'être inféodée aux Anjou et aux Orléans puis de revenir à la Couronne de France au XV^e siècle. C'est là que le roi Charles VII avait reçu Jeanne d'Arc. Comme j'objectais que Chinon n'était pas Château-Chinon, il me répondit que, puisque la ville était dominée par un château formé par les vestiges de trois importantes forteresses, sans doute avait-on coutume d'ajouter la dénomination « château » devant le nom du lieu. Je m'abstins de répliquer et, non sans quelque doute, acceptai sa version.

Je réussis à joindre au téléphone M. Mitterrand, ce qui ne fut pas chose aisée, et lui rappelai notre rencontre et notre conversation dont il se souvenait parfaitement. Je lui expliquai que je souhaitais le rencontrer pour lui proposer un jumelage entre Cortone et Château-Chinon. Il me fixa un rendez-vous.

Quelques jours plus tard, je pris la route du Morvan au volant de ma Fiat 500 flambant neuve. Nous avions rendez-vous à 18h30. C'était l'hiver, il faisait nuit noire, il pleuvait et il y avait du brouillard. Je trouvai quelqu'un à qui je demandai le chemin de l'Hôtel de Ville. Il m'accompagna très gentiment jusqu'à une bâtisse qui n'avait rien d'un palais. J'entrai, me présentai et fus aussitôt conduit chez le maire qui me reçut chaleureusement. Il me présenta au conseil municipal qu'il avait réuni pour l'occasion. Il évoqua le jumelage et ses objectifs, sa propre ville ainsi que Cortone, sur laquelle il était très documenté, et la Toscane en général. Moi qui n'avais jamais parlé en public, je dus prendre la parole pour transmettre les salutations du maire de Cortone et présenter ma ville et son histoire. Tout cela, dans mon français incertain.

J'étais littéralement terrorisé. Je me souviens de la gentillesse et de la compréhension avec lesquelles François Mitterrand me tira d'embarras et sut me mettre à l'aise. Après m'avoir écouté et chaleureusement remercié, il me remit entre les mains du premier adjoint, Joseph Tanzi, afin que nous préparions les grandes lignes du programme de jumelage. Le lendemain matin, quand je visitai le village, je tombais de haut. De tout ce dont m'avait parlé le bibliothécaire de Cortone, il n'y avait rien : pas de château, pas de ruine grandiose, pas d'église gothique, aucun musée ! C'était un bourg sans histoire au cœur du Morvan. La page d'histoire, il fallait aller la chercher plus loin, sur la montagne voisine où Vercingétorix avait vaillamment résisté aux Romains.

Un sommet franco-italien de la gauche en 1978

Sur le coup, je connus un moment de dépression. Je ne savais comment expliquer au maire de Cortone la confusion entre Chinon et Château-Chinon. Mais la modestie de la ville et de son patrimoine fut largement compensée par l'éclatante personnalité de son maire, promis à un grand avenir politique que personne n'imaginait alors. L'année suivante, le jumelage fut célébré à la satisfaction générale. Contracté sur la base d'un *qui pro quo*, le lien entre Cortone et Château-Chinon n'a cessé de se fortifier. Il est toujours vivant et vivace.

Mes rapports avec François Mitterrand se renforcèrent aussi et s'intensifièrent tout au long de ces années. Je suivais son ascension politique avec d'autant plus d'intérêt que, comme lui, je militais (et je milite toujours) au parti socialiste.

Je le rencontrai plusieurs fois, soit à Cortone soit à

Paris. Nos conversations roulaient presque toujours sur l'histoire et la politique, parfois aussi sur des sujets plus frivoles. En 1978, j'organisai à Cortone une rencontre politique entre Mitterrand et Bettino Craxi, secrétaire du parti socialiste, qui était également mon ami. Le maire communiste, Tito Barbini, profita de cette occasion pour le faire citoyen d'honneur de la ville. Il lui présenta également quelques responsables de son parti faisant de Cortone le siège d'un sommet inédit entre responsables de la gauche italienne et française.

Célébration de la Révolution à Cortone

Quand François Mitterrand fut élu président de la République, les contacts se firent plus rares, par la force des choses, mais il n'oublia jamais tout à fait Cortone et les amis qu'il y avait.

En 1987, je fus invité au déjeuner qu'il donna en l'honneur des délégations des deux villes jumelées. A cette occasion, je rencontrai Jean Musitelli, son conseiller diplomatique, qui est devenu mon ami. En 1989, nous organisâmes ensemble à Cortone un grand colloque pour la célébration du bicentenaire de la Révolution, intitulé « 1789 en Toscane. La Révolution française dans le grand-duché ». Le président assista au colloque et conclut la première journée par un discours qui enflamma l'auditoire tant par la force du message que par le talent de l'orateur.

Ce succès m'apporta beaucoup de satisfaction. Mitterrand s'apprêtait à partir, entouré par une foule de personnalités politiques ou de simples citoyens qui se pressaient pour le voir et le saluer. Je me tenais un peu à l'écart. Il me fit appeler et me dit : « Je ne pouvais pas quitter Cortone sans vous saluer et vous remercier. Il faut qu'on se revoie vite ».

Mais les choses prirent un autre tour. Nous ne nous revîmes à l'Élysée que deux mois avant la fin de son mandat. Nous reprîmes avec le même plaisir notre discussion de toujours. Au moment de prendre congé, il me dit : « Bientôt, je serai libéré de mes obligations de chef d'Etat, j'aurai plus de temps pour me livrer à mes intérêts culturels. Il faudra que nous publions ensemble nos réflexions sur Laurent le Magnifique et sur la maison de Médicis ».

Peu de temps après cette conversation, je vins lui rendre un dernier hommage à Notre-Dame. La France avait perdu un de ses plus grands hommes d'Etat, les curieux d'histoire ne connaîtraient jamais ses vues sur Laurent de Médicis. Moi, j'ai perdu un ami d'une exceptionnelle envergure politique, culturelle et humaine. ■

Les chênes de la Villa Pamphili

Correspondante du *Nouvel Observateur* à Rome, auteur de nombreux ouvrages sur l'Italie, Marcelle Padovani a beaucoup fait pour expliquer aux Français les mystères (ou supposés tels) de ce pays. François Mitterrand qui ne manquait pas de lui faire signe à chacun de ses passages en Italie n'était pas le dernier à faire son miel de ses observations.

par **MARCELLE PADOVANI**

C'était un après-midi de novembre 1985. François Mitterrand était de passage à Rome pour y rencontrer Bettino Craxi. Il m'avait demandé, quelques jours auparavant, de lui faire des « propositions de balades » car il avait « quelques heures de libres dans l'après-midi ». J'avais suggéré trois « divertissements » possibles : l'exposition Pasolini à la Villa Médicis ; une promenade dans le parc de la Villa Pamphili ; une glace aux Tre Scalini, sur la piazza Navona. Il avait dit oui à mes deux dernières suggestions.

Nous étions donc en train d'arpenter les allées bordées de chênes (que nous avons examinés de près !) de la Villa Pamphili. Le parc était presque désert. A une cinquantaine de mètres derrière nous, Jacques Attali suivait, accompagné des gardes du corps présidentiels. Mitterrand portait son chapeau à la Bruant et son écharpe rouge. Il faisait déjà frais. Un « jogger » s'arrête brusquement à notre hauteur : « Buona passeggiata, signor Presidente ! » (« Bonne promenade, monsieur le Président ! »). Une dame s'exclame : « Monsieur Mitterrand ! » Notre Président soulève galamment son chapeau. Il est content : « Au fond, les Italiens me connaissent bien », dit-il. Je lui réponds : « Sans vouloir vous flatter, je crois qu'ils vous aiment bien ». « Je les aime aussi », dit Mitterrand.

Il aimait effectivement les Italiens. Sans doute parce qu'il voyait en eux des « Français qui seraient de bonne humeur », selon l'aphorisme de Jean Cocteau. A chacune de ses visites, il témoignait en tout cas de sa connaissance approfondie de l'art et de la culture péninsulaires. De son affection pour la

Florence des Médicis. Et pour Venise. Et pour Cortone, où il était régulièrement accueilli par un maire communiste qui l'adorait littéralement.

Il avait même une sorte de sympathie indulgente pour les méandres politiques typiques d'une certaine Italie. Il tenait ainsi en grande estime Giulio Andreotti, vieux démocrate chrétien au savoir encyclopédique et grand fréquentateur des bibliothèques vaticanes. Il m'interrogeait sur le terrorisme des Brigades rouges, sur le Parti communiste italien. Il était curieux de rencontrer Berlinguer, secrétaire général de ce parti, parce que c'était un leader non orthodoxe qui tranchait nettement avec son homologue français de l'époque, Georges Marchais. Un soir, je l'avais invité à dîner dans une trattoria du Trastévère, en compagnie de mon mari Bruno Trentin, alors secrétaire général du syndicat de la métallurgie. A la fin du dîner, Mitterrand me prit à part et me demanda : « Mais votre mari, il est communiste ou socialiste ? », surpris de constater qu'on pouvait ne pas être sectaire dans le communisme international.

Sur un seul terrain nous avons eu un conflit : l'attitude à l'égard des ex-terroristes italiens réfugiés en France. Nous en avons parlé mille fois. Je me permettais de distinguer la cause de ceux – la très grande majorité – qui n'avaient assassiné personne et qui faisaient leur « critique des armes », mais j'étais convaincue que dans le cas contraire, surtout lorsqu'une sentence définitive de la justice italienne avait été émise, l'extradition était nécessaire. Mitterrand s'est dit, même publiquement, convaincu de cette thèse. Mais, peu à peu, talonné par un groupe d'intellectuels de gauche pour qui l'Italie des terroristes était le Chili de Pinochet, il changea d'avis. Redevenant l'avocat qu'il avait été et qui ne pensait qu'à se battre pour éviter l'emprisonnement à n'importe quel être humain, il ne fit plus de distinction entre assassins « politiques » et simples subversifs.

Mais je préfère me souvenir de nos balades italiennes, à Venise et Milan outre qu'à Rome, des livres achetés chez les antiquaires. Ou de la mozzarella que notre Président m'enjoignit de lui trouver un jeudi après-midi, lorsque tous les magasins d'alimentation sont fermés à Rome et qu'il voulait rapporter le soir même à Paris... Qu'on se rassure : je suis parvenue à la lui procurer. ■

Trois villes, trois étapes

Annie Cohen-Solal, ancien conseiller culturel à New-York, auteur d'une biographie très remarquée de Jean-Paul Sartre, se souvient des voyages de François Mitterrand en Italie.

Si l'expression à la mode de « dictionnaire amoureux » a un ici sens, quels sont les lieux favoris de François Mitterrand en Italie ?

C'est d'abord Florence, puis Cortone, puis Venise, trois villes qu'il a découvertes successivement et en profondeur, à trois époques historiques, sans exclure bien entendu ni Rome ni Naples. Il découvre Florence après la deuxième guerre mondiale, dans les années cinquante grâce à Violet Trefusis, cet écrivain britannique qui avait beaucoup fréquenté, autour du groupe de Bloomsbury, des femmes artistes et bohèmes, liées par l'homosexualité et le dédain pour la condition des bourgeoises ordinaires. Violet Trefusis avait correspondu un temps avec Virginia Woolf ; elle a longtemps habité chez des amis, dans la villa « L'Ombrellino », sur la colline de Bellosguardo, qui surplombe les jardins Boboli, et d'où l'on peut avoir l'un des plus beaux points de vue sur la cité florentine. C'est d'ailleurs là qu'elle a fini ses jours.

La relation de François Mitterrand avec Cortone commence un peu après. La ville est jumelée en 1960 avec Château-Chinon dont il est maire depuis peu. Pourquoi cette ville, pourquoi cette date ? Il faisait allusion à une rencontre, avec un jeune homme, Spartaco Mennini, originaire de Cortone, qui lui a fait connaître sa ville natale – et avec lequel il est toujours resté lié.

Avec ces voyages en Italie, que recherche-t-il ?

François Mitterrand s'est sans cesse déplacé d'un lieu à l'autre, pour construire un autre univers, me semble-t-il. L'univers italien lui permet de se construire un autre espace, une autre identité, de trouver un espace de liberté, un espace de plaisir. En Italie, il circule dans plusieurs mondes à la fois : le monde politique, l'histoire, le monde de la création sous toutes ses formes, l'art de la conversation, l'art de la table. Ce sont des mondes entre lesquels les cloisons ne sont pas aussi étanches en Italie qu'en France. Et, en Italie, il les traverse avec une liberté que la France officielle refuse au ministre de la IV^{ème}, et plus encore au président de la République. C'est le même homme qui sème les escortes officielles, au point de disparaître, un masque sur la figure, dans les tourbillons du

Carnaval de Venise. Lui, dont l'attachement à la culture française reste très littéraire, devient d'une érudition sans pareil sur la sculpture, sur l'architecture, sur la peinture italiennes.

Comment l'Italie est-elle à l'origine de votre rencontre avec François Mitterrand ?

Nous avons fait connaissance lors d'un déjeuner chez Thierry de Beucé. Au cours de la conversation, j'ai mentionné Cortone, expliqué que j'y avais une maison, et tout d'un coup, le Président s'est animé, il a commencé à me poser des questions, il est devenu curieux, intense, précis. Un jour, au téléphone, alors que j'étais en Toscane, il m'a demandé à brûle-pourpoint : « Où êtes-vous allée vous promener hier ? ». – « A Pienza, lui ai-je répondu » Et là, à ma stupéfaction, il est parti dans une de ces digressions qu'il adorait : « Ah, oui Pienza, la ville de Pie II, un homme fascinant, Eneas Silvio Piccolomini, de la grande famille des Piccolomini qui, avant d'être pape, avait écrit un recueil de poésie érotique, « La storia di due amanti », puis il a été le bâtisseur de sa ville, devenait le premier urbaniste de son temps... Et savez-vous où il est mort, Pie II ? » – « Non, Monsieur le Président, je n'en sais absolument rien... » – « Eh bien, il est mort à Ancône, en partant pour la Croisade, à Jérusalem ». Je sentais que ce n'était pas de sa part l'étalage d'un savoir, mais une passion à l'œuvre, au point qu'il m'a même proposé de commencer un travail avec lui sur ce personnage multiple et complexe. La chose en est restée là, mais c'est vous dire combien, dans ce pays, son esprit et son imagination étaient en éveil, combien il était fasciné par l'histoire italienne.

Comme cette biographie de Laurent de Médicis qu'un moment, il voulut faire...

C'était la même chose ! Sa mémoire était infaillible. Ainsi, il pouvait à distance situer chaque personnage sur la fresque du Voyage des Rois Mages de Benozzo Gozzoli, dans la chapelle Medici Riccardi à Florence... J'avais l'impression qu'il avait de tout temps vécu dans ce pays : il semblait circuler entre les Médicis, les Piccolomini, avec une aisance et une familiarité extrêmes.

Nous avons perdu le souvenir du premier voyage privé de Mitterrand en Italie. A coup sûr, c'est après la guerre, mais quant à établir la date exacte...

Le 17 août 1987, par exemple, entraîné par Nikki de Saint-Phalle, il est allé visiter le Jardin du Tarot, ce jardin de sculptures que Nikki avait réalisé avec Tinguely dans le parc de la propriété des Caracciolo

dans la Toscane maritime, près de Garabiccio. Je l'avais retrouvé là par une journée de canicule. Sans aucun souci à l'esprit, il se promenait dans le Parc, avec Nikki qui lui avait prêté un de ses chapeaux de paille avec des fleurs, c'était très drôle. De plus, comme Nikki était tout sauf conventionnelle, elle portait des chaussettes de couleurs différentes et elle lui a fait découvrir sa chambre-grotte à l'intérieur d'une des sculptures du tarot. Au cours du thé, chez les Caracciolo, il a posé mille questions sur Naples, Napoléon Bonaparte, menant une conversation de haut vol sur l'histoire italienne, au cours de laquelle tout le monde et même les Italiens étaient captivés par l'érudition du Président.

Au retour, au cours de ce voyage qui a duré plus de deux heures, nous avons traversé la Toscane d'Ouest en Est, commentant les villes qui passaient, comme Spolète, comme Orvieto, rappelant ici les fresques de Signorelli, là la présence de Fra Angelico. Nous avons eu une conversation incroyable sur les villes italiennes, sur le raffinement des artisans toscans, ou sur d'autres particularités comme le « campanilismo » qui vient du fait que l'unité de l'Etat italien est arrivée très tardivement. Alors, cela donne mille petits pays, avec chacun sa langue, son humour, son orgueil ; nous avons rappelé les rivalités entre Sienne et Florence, mais aussi entre Pise et Livourne. Je me souviens aussi que je lui ai demandé : « Mais, en fait, votre amour de l'Italie, dans le quotidien, par quoi passe-t-il, et à quoi percevez-vous que vous êtes en Italie ? » Et il a eu cette réponse amusante : « C'est un certain ocre sur les murs » !

Qui l'accueillait à Cortone?

Plusieurs personnes ont joué un rôle important: d'abord Spartaco Mennini, qui a été l'initiateur du jumelage, et puis tous les anciens maires, comme Ivo Veltroni, Tito Barbini, Italo Monacchini, Emmanuele Racchini, ou même le patron du restaurant « Il Cacciatore » que Mitterrand invitait régulièrement à l'Elysée, mais il y en avait tant d'autres ! Il y avait bien sûr Maria Emanuela Vesci, une notaire romaine, très belle et très cultivée, qui a été assesseur à la culture et maire-adjointe de Cortone de 1972 à 1982, qui parle un français magnifique, et que Mitterrand aimait beaucoup. Il a également rencontré les descendants d'une des grandes familles de la ville, la famille Passerini, dont un ancêtre, Silvio Passerini fut le précepteur de Laurent de Medicis. En 1987, François Mitterrand a logé dans la villa Passerini à Pergo, près de Cortone.

Au cours d'une conversation matinale, le comte Passerini, qui était plutôt de droite, avait dit à Mitterrand tout le mal qu'il pensait de Garibaldi, et une discussion animée, très amusante, s'est alors engagée.

Cortone est une ville étrusque, avec ses strates d'histoire marquées dans la pierre; son hôtel de ville date du XII^{ème} siècle et la ville a connu des heures très intéressantes à plusieurs périodes bien précises : à la fin du Moyen Age ; au XVIII^{ème} siècle avec l'Académie Etrusque ; puis au XX^{ème} siècle, avec un groupe d'intellectuels anti-fascistes qui se réunissaient dans la villa d'Umberto Morra, « Il Conte Morra », comme on dit en Italie. Parmi ses amis, il y avait Alberto Moravia, qui, dans la Villa Morra, a écrit son premier roman « Les Indifférents » en 1927. J'ai demandé à Mitterrand s'il connaissait « Le Celle », un monastère franciscain troglodyte, à deux kilomètres de la ville où François d'Assise séjourna en 1240. Il n'y était jamais allé, mais m'a dit sa passion pour ce saint, que ses parents lui avaient choisi comme saint patron, parmi la douzaine de François qui existent dans le calendrier. Il est possible que la famille de Mitterrand ait choisi ce saint pour ses vertus de simplicité, d'humilité, de rejet des gens d'église installés. Je n'oublie pas qu'un oncle de Mitterrand, que, je crois, il n'a pas connu, fut un compagnon de Marc Sangnier, lors de la fondation du Sillon. De cette communauté monastique, nous avons hérité de la première partition musicale, le « Laudario di Cortone », une pièce splendide, dont la partition se trouve dans la Bibliothèque municipale de la ville. Vous voyez, il y a de très nombreux liens de tous ordres avec Cortone. Et je crois que ce jumelage a permis à Mitterrand de conjuguer ses intérêts pour l'histoire, l'art, la politique de cette région qui fut bien, un temps, le centre du monde. Il adorait se promener dans les rues austères de Cortone, toutes construites en pierre locale, la « pietra serena », il entrait dans un magasin et s'achetait un Borsalino, ou s'installait au bar « La Posta » dont la patronne, Mireille est française et prenait un verre avec les anciens maires en sacrifiant au rituel local : les hommes, assis, regardent et commentent tandis que les femmes marchent devant eux. On appelle cela « fare la passeggiata ». D'ailleurs, à Cortone, Mitterrand est considéré comme un enfant du pays ; on lui a dédié la promenade sous les tilleuls qui débute à la Piazza Garibaldi et domine le Val di Chiana, avec une vue magnifique sur le lac Trasimène.

Mais Cortone a également été le lieu de tractations politiques, de rencontres officieuses. Par exemple, lors d'un de ses séjours à Cortone, en 1979, Italo Monacchini, le président de la province et membre du PCI, a voulu organiser une rencontre avec Enrico Berlinguer qui caressait l'espoir de faire adhérer son parti à l'internationale socialiste, au grand dam des socialistes italiens, Craxi en tête. Craxi ne voulait pas que le déjeuner ait lieu. La réaction de Mitterrand fut symptomatique. « Je fais ce que je veux ». ■

Propos recueillis par Jean-François Mary

Le promeneur de Venise

Mazarine Pinget a recueilli le témoignage d'Ida Barbarigo, femme du peintre Zoran Music, qu'elle introduit par les lignes qui suivent :

« Ida Barbarigo et Zoran Music sont les plus chers amis vénitiens de François Mitterrand. « Vénitien » n'est pas là un adjectif restrictif, mais qualitatif. François Mitterrand les voyait ailleurs, cela s'entend, à Paris ou à la campagne, mais ils portaient en eux où qu'ils soient, les couleurs, les parfums, l'âme de Venise.

Les villes souvent se livrent grâce aux êtres qui les habitent. Et Ida comme Zoran incarnent mieux que quiconque l'esprit, la lumière, l'histoire de Venise. Il faut dire qu'ils sont peintres tous deux, qu'Ida vient d'une grande famille vénitienne, et que son appartement à Venise est un résumé de la ville, de son passé, de sa gloire et de sa mélancolie. C'est donc auprès d'elle que j'ai recueilli tout naturellement le témoignage de la relation intime que François Mitterrand entretenait avec Venise. »

« **L**e Président François Mitterrand venait souvent à Venise. Il était heureux dès son arrivée, il souriait, tournait le regard autour de lui, à chaque fois surpris et enchanté par l'atmosphère souvent brumeuse et humide de la ville. L'air marin, le silence, le lent écoulement de l'eau dans les canaux ; au lieu de remparts, cette Venise offrait une imposante enfilade de palais bâtis directement sur l'eau.

Il connaissait tout, désormais. Il pouvait faire part de son expérience des ruelles, ponts, places, monuments, musées et églises aux personnages que parfois, à cause de sa fonction, il était tenu de rencontrer. Et il en était assez fier.

Mais ce qu'il aimait c'était passer des heures dans l'atelier, après avoir marché et visité ses lieux préférés – il prenait ses livres puis, assis sur son fauteuil près des fenêtres qui donnent sur le canal, il se renfermait dans son être.

Le matin de bonne heure, il aimait faire une énergique promenade jusqu'à la pointe de la Salute, le long de la « fondamenta » qui longe le canal de la Giudecca. Il s'entretenait volontiers avec les personnes qui le reconnaissaient.

D'ailleurs il y avait quelque chose en lui, dans son aspect (il avait un art d'arriver avec douceur et silence, comme une apparition) qui ne pouvait pas manquer d'être remarqué. Tous le regardaient, comme étonnés. Si par chance, parmi les passants il se trouvait des Français, il était au comble de la joie.

C'est avec une grâce et une gentillesse spéciale qu'il se laissait aborder, qu'il prêtait attention à leurs dires. Lorsqu'il s'agissait de petits groupes de jeunes Français, alors il entretenait des longues conversations, et il était parfaitement comblé.

Car le Président Mitterrand à Venise devenait encore plus Français que lorsqu'il était à Paris. Loin d'être le « Vénitien » – il était et restait l'image, le condensé de la France. Il était clair qu'il aimait Venise car il en percevait toute la longue histoire, la force d'un Etat resté intouchable, libre, pendant un millénaire. Puis Venise s'était effondrée. Napoléon aida sa chute, et sa partielle destruction. Dans les églises il y a les monuments, les sépulcres, les statues des condottieri, des Doges.

Venise laisse ainsi lire son histoire dans les tableaux, les architectures, les décors qui sont encore partout dans la ville. C'est cette lecture qu'il appréciait si fort.

L'histoire des vicissitudes humaines, dans chaque petite parcelle de Venise. Il aimait à entrer dans les nefs solennelles des cathédrales. Il percevait l'enchantement des proportions parfaites des architectures, dans ces énormes espaces où règne l'harmonie, figurations de l'univers inconnu, et il y trouvait la paix, la dignité que la grande beauté peut inspirer. » ■

Ida Barbarigo

L'opinion publique italienne et François Mitterrand

Antonio Varsori, professeur à l'Université de Padoue, spécialiste de l'histoire des relations internationales italiennes et de la construction européenne, s'est livré à un exercice difficile : décrire comment l'opinion publique de son pays a perçu l'action politique du Président français.

par **ANTONIO VARSORI**

Il n'est pas facile d'exprimer en quelques pages l'attitude ressentie par l'opinion publique italienne vis-à-vis de François Mitterrand. Pourquoi ? D'abord à cause de sa longue carrière politique, marquée par des changements, parfois radicaux, qui en soulignent les multiples facettes. Ensuite parce qu'il est difficile de donner une définition réellement satisfaisante du terme « opinion publique ».

S'il est évident que, depuis la Seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont amplement marqué les relations internationales de l'Italie, il est également vrai que, dans le contexte européen, la France a été pour elle un partenaire politique fondamental, une référence sur le plan culturel et un des piliers de ses relations économiques.

Une personnalité politique de l'envergure de celle de François Mitterrand ne pouvait donc manquer d'attirer l'attention des dirigeants politiques italiens, pas plus que l'opinion publique italienne pouvait l'ignorer.

Unité de la gauche

L'homme politique français commença à susciter l'intérêt dans les années soixante du fait de son opposition au Général De Gaulle et, dans les années soixante-dix, pour son action à la tête du Parti socialiste français, notamment son rapprochement avec le PCF. La gauche italienne fut en effet très sensible à cette orientation qui représentait une dé-

monstration intéressante de l'unité de la gauche tant pour le PCI que pour le Parti socialiste italien. Le secrétaire du PSI, Bettino Craxi, arrivé à la tête du parti en 1976, semblait séduit par la capacité de François Mitterrand de régénérer l'ancienne SFIO en concluant une alliance électorale et programmatique avec les communistes français, d'autant que cette alliance se faisait sur la base d'un objectif : faire des Socialistes les partenaires majoritaires.

Et, de fait, restaurer la primauté des Socialistes sur le PCI devint l'un des objectifs prioritaires de Craxi, selon le même processus que celui constaté en France.

Toutefois, c'est la campagne électorale de 1981, la victoire de la gauche unie et l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée qui va réellement attirer l'attention de l'opinion publique italienne. Là encore, il convient d'être précis : milieux conservateurs et milieux progressistes n'avaient pas le même regard. Pour les premiers, cette victoire posait le problème du retour au gouvernement d'un Parti Communiste français, considéré comme particulièrement rigide et totalement aligné sur les positions de Moscou.

Pressions néo-libérales

On s'inquiétait aussi des orientations de politique intérieure, en particulier les grandes lignes économiques et sociales qui paraissaient contradictoires aux pressions néo-libérales de plus en plus fortes enregistrées dans les pays occidentaux au début des années quatre-vingts, exprimées par les orientations politiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan.

Au sein de la gauche italienne, au contraire, on considérait que le choix des électeurs français était de bon augure et confirmait la stratégie de Craxi visant à placer le PSI au centre de la vie politique de la péninsule.

Pendant un moment, on caressa même l'objectif d'une suprématie socialiste dans certains grands pays d'Europe occidentale, surtout lorsque qu'arriva à la tête

du gouvernement italien, en 1983 Bettino Craxi. Si l'on ajoute à cela le succès quasi simultané de Felipe Gonzalez en Espagne et les orientations « modérées » décidées par François Mitterrand en 1983 – sur le plan de la politique économique comme avec le maintien du franc dans le SME – puis en 1984 – avec le baptême du gouvernement Fabius et la sortie du PCF –, le thème d'un hypothétique “socialisme européen” devint un objet de débat dans le monde politique italien et dans la presse.

Certains milieux du « pentapartito » [NDLR : coalition gouvernementale des cinq partis politiques italiens associant la DC, le PSI, le PSDI, le PRI et le PLI, qui domine la vie politique italienne pendant les années quatre-vingt] appréciaient surtout le virage “interne” de Mitterrand en 1983-1984 ainsi qu'une série de prises de position en politique étrangère amplement partagées : son attitude vis-à-vis des événements au Moyen-Orient, sa contestation des choix stratégiques de l'URSS, etc.

Mais c'est vers le milieu des années quatre-vingts, et à propos de sa politique européenne, que François Mitterrand va susciter le plus d'intérêt auprès de l'opinion publique italienne : la renaissance du « couple franco-allemand » et son rôle dans le processus conduisant à l'Acte Unique puis au traité de Maastricht confirmèrent la stature d'envergure européenne du Président français.

Pendant cette période, il fut indubitablement reconnu comme le plus grand personnage d'une Europe qui comptait par ailleurs d'autres prestigieux dirigeants.

Le rôle assumé alors par François Mitterrand et la présence, à la tête de la Commission Européenne, d'un personnage tel que Jacques Delors, furent souvent considérés dans la péninsule italienne comme les véritables facteurs des orientations qui devaient contribuer, à partir du milieu des années quatre-vingts, à la réalisation d'importantes étapes de la construction européenne.

Préjugés politiques

Par ailleurs, d'autres éléments allaient, au même moment, focaliser l'attention des italiens sur le personnage : son amour avoué de l'Italie, ses visites régulières dans la péninsule.

Toutefois, le Président français ne fut pas épargné par les critiques, notamment dans la presse : à commencer par son absence supposée de préjugés politiques. L'opinion publique italienne fut secouée par l'affaire du “Rainbow Warrior”. Rappelons, enfin,

les fréquentes polémiques à l'égard du droit d'asile accordé par Paris à des représentants de l'extrême gauche italienne réfugiés en France mais condamnés en Italie pour des actes de terrorisme. Ainsi, au fil du temps, en particulier après sa réélection à l'Elysée en 1988 et du fait de son expérience de « cohabitation », l'image de François Mitterrand se modifia. Certains commentateurs remarquèrent qu'il perdait sa personnalité de dirigeant socialiste pour adopter celle, plus classique, d'un dirigeant « français » marquant ainsi une certaine continuité avec les différents Présidents de la v^e République.

Réunification de l'Allemagne

Ceci fut particulièrement vrai lorsqu'il affirmait son intention de représenter la France et ses intérêts traditionnels dans le cadre d'une vision précise de l'Europe où l'« hexagone » devait jouer le rôle d'acteur principal.

Lors de ce second mandat, l'opinion publique italienne eut alors une appréciation plus nuancée. En particulier après 1989, avec la chute du mur de Berlin et la rapide réunification allemande, le personnage de Kohl semblait dominer le « couple franco-allemand », on critique d'ailleurs le Président français pour ses réticences supposées à l'égard de la réunification de l'Allemagne.

On s'inquiéta aussi de certaines orientations au niveau européen, comme la décision de faire procéder à un référendum à l'occasion de la signature du Traité de Maastricht qui fut considérée comme une erreur. Ainsi, un présumé « déclin » de la position dominante de François Mitterrand se fit ressentir.

Après-guerre froide

Toutefois, l'opinion publique se modifia une fois de plus. Elle semblait afficher une sorte de respect prédominant pour l'homme – plus, finalement, que pour le politique – dans sa lutte contre la grave maladie qui l'avait atteint.

Il n'en reste pas moins qu'au moment de sa disparition, il était généralement admis en Italie que, malgré ses limites, ses contradictions personnelles et ce qui apparaissaient comme certaines de ses erreurs politiques, François Mitterrand était non seulement perçu comme l'un des plus illustres dirigeants français, mais également comme l'un des principaux acteurs des événements européens pendant la difficile et délicate phase de transition de la guerre froide à l'après-guerre froide. ■

Hommage

Paul Guimard eut tout au long de sa vie deux passions, la mer et l'écriture. Ce breton grand et massif était né le 3 mars 1921 à Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Atlantique). Après des études à Nantes, Paul Guimard débute sa vie professionnelle comme journaliste en animant à la radio « La tribune de Paris » où il invitait des hommes politiques. Sa carrière littéraire commença en 1956, avec un premier roman, « Les faux frères ». Le succès fut immédiat : le livre remporte le grand prix de l'Humour. Un an plus tard, « Rue du Havre » fut couronné par le prix Interallié. Membre du jury de ce prix à partir de 1960, Paul Guimard fut également éditeur-conseil chez Hachette et éditorialiste à l'hebdomadaire « L'Express », de 1971 à 1975. En 1962, il fit le tour du monde à bord du voilier La Constance et tient en direct son journal de bord pour une émission de la radiodiffusion française, « Cap à l'Ouest », qu'il poursuivit en dépit d'un grave accident qui le cloua au lit en 1963. Cette expérience lui inspira son ouvrage le plus connu, « Les choses de la vie » paru en 1967 et adapté au cinéma par Claude Sautet avec Romy Schneider et Michel Piccoli.

Vers 1965, François Mitterrand, qui appréciait ses livres, demanda à rencontrer Paul Guimard. Il participa alors à toutes les campagnes électorales et cette complicité devait amener l'écrivain peu familier des antichambres gouvernementales, à rejoindre l'Élysée en 1981.

Le marin ne se voyait pas longtemps « amarré au même port ». C'est en pensant au romancier et à l'homme de radio, que François Mitterrand le choisit pour siéger en 1982 à la Haute Autorité de l'audiovisuel. De l'avis des membres de cette institution qui partait de zéro, Paul Guimard excellait par son sens de la mesure et sa distance. Dans une interview donnée au Journal du Dimanche, il rappelait, le 29 août 1982, que « la télévision n'est pas le directeur de conscience des Français. C'est une entreprise de spectacle, de culture et d'information ». Il ajoutait : « *le Président souhaite que les programmes soient variés, équilibrés. Et que l'on casse cette image selon laquelle la télévision serait forcément une émanation du pouvoir* ». La Haute Autorité devait être dans ce but une « écluse ». ■

❖ Bonnes feuilles

L'école des présidents

CLAUDE LELIÈVRE, CHRISTIAN NIQUE

Odile Jacob

L'école des présidents » de Claude Lelièvre et Christian Nique, c'est l'école des quatre premiers Présidents de la Cinquième République, à la fois celle qu'ils ont vécue et celle qu'ils ont voulu ou tenté de façonner.

Les auteurs abordent l'histoire de l'éducation en France par un biais inédit : quel a été le rôle joué dans l'évolution de l'école française par des personnalités aussi différentes tant du point de vue de leur origine, de leur éducation que de leur choix politique : Charles De Gaulle, saint-cyrien et nationaliste, Georges Pompidou, normalien et conservateur, Valéry Giscard d'Estaing, polytechnicien, énarque et libéral, François Mitterrand, élève de Sciences-Po et socialiste.

Tous ont manifesté une grande attention à la question scolaire et, à chaque période correspondent des initiatives qui ont laissé une empreinte forte dans les institutions éducatives ou dans les mentalités : loi Debré en 1959, pérennisation des contrats les

plus favorables à l'enseignement privé en 1971, loi Guerneur, projet de loi Savary.

Les auteurs s'interrogent sur la nature effective des pouvoirs des Présidents de la République en la matière. Prise à la lettre, la position d'arbitre que leur confère la Constitution en ce domaine marque des limites certaines à leur intervention. Tout devient alors affaire de contexte. Le Président ayant le pouvoir d'intervenir dès lors que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ou la continuité de l'État sont en cause, c'est dire que la question de l'éducation, tout au long de la trentaine d'années considérées, a mis chacun des Présidents en position ou en devoir de peser sur les évolutions et les débats en cours. Par delà les programmes politiques que les uns et les autres avaient portés dans les périodes électorales, chacun a donc été sollicité et a pu imprimer sa marque personnelle.

La question pour les deux auteurs est alors de savoir ce qui les a animés, de façon intime, au feu de l'action. Pour ce faire, ils questionnent le passé de chacun. Ils vont à la recherche de ce qui a construit leurs convictions, des cheminements par lesquels elles se sont ancrées en eux à travers les expériences de l'enfance et de la jeunesse. Ils tentent enfin d'apprécier la manière dont celles-ci ont influé sur leurs choix lorsqu'ils ont eu la possibilité d'agir et de décider. ■

❖ Bonnes feuilles

Pour l'Europe

OLIVIER DUHAMEL

Seuil

Février 2002 : 105 conventionnels venus des 25 pays de la nouvelle Europe se retrouvent pour une entreprise sans équivalent dans l'histoire de la construction européenne : élaborer un projet de constitution. Pendant seize mois, les principales sensibilités animant le débat européen vont s'exprimer, se frotter, s'appriivoiser autant que faire se peut dans cette assemblée d'un type inédit, à la recherche d'un consensus nécessairement difficile à faire émerger.

Olivier Duhamel est l'un de ces conventionnels. Il nous propose dans son ouvrage « Pour l'Europe » un décryptage de cette confrontation entre des positions traditionnellement tranchées et a priori inconciliables. Il nous décrit ce qui a été, pour l'essentiel, un face à face entre « gouvernementalistes » et fédéralistes, les premiers souhaitant préserver l'essentiel des équilibres et méthodes déjà éprouvées et ne concéder que des aménagements a minima privilégiant les accords unanimes entre Etats, les seconds entendant

progresser vite et loin, par décisions majoritaires. Avant de se livrer à une analyse fouillée du texte issu de ces travaux, Olivier Duhamel commence par nous entraîner dans les coulisses de la Convention en nous livrant la chronique qu'il en a tenu le jour le jour. Elle saisit pour nous, sur le vif, les principaux à-coups et rebondissements du débat. Elle nous fait aussi apercevoir toute la subtile chimie qui, à chaque étape, a présidé aux convergences qui se dessinaient peu à peu.

Car, dès le premier jour, quand s'installe la Convention, celle-ci demeure pour l'essentiel à inventer. Il lui faut d'abord s'entendre dans les meilleurs délais sur les questions d'organisation interne et de procédure, toujours dangereuses. Ce cap franchi, il lui faut encore circonscrire le champ des débats : les valeurs de l'Union et ses objectifs majeurs, l'articulation entre ce qui relève de Bruxelles et ce qui demeure dans les prérogatives des Etats, les processus de décision, mais aussi les droits fondamentaux de la personne.

De péripéties en anecdotes, il nous fait vivre quelques mesquineries byzantines autant que les principaux moments forts de la Convention.

Suit, et c'est une autre originalité de cet ouvrage, un commentaire des principaux articles du projet de constitution, pas à pas, dans un langage simple et vivant. ■

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
dont le siège est :
10, rue Charlot 75003 – Paris
Tél : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99

Email : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE
Directeur de la publication :
Hubert Védrine
Secrétaire de rédaction :
Odile Grellat
Maquette :
Baylaucq & Co

*Le numéro a été préparé
avec l'aimable concours de
Joëlle Jaillette, Jean-François Huchet
et Jean-François Mary*

Imprimerie Centrale de Bordeaux
Dépôt légal.
Numéro de commission paritaire :
0704 G 82038
ISSN 1634-4510

ABONNEZ-VOUS À LA LETTRE DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND (4 n° par an)

Nom Prénom

Adresse

.....

Téléphone Mail

Abonnement 1 an 20 euros (chèque à l'ordre de Institut François Mitterrand)

Date

Signature

CE FORMULAIRE, REMPLI ET ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT EST À ADRESSER À L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND, 10 RUE CHARLOT – 75003 PARIS.
IL EST ÉGALEMENT EN LIGNE SUR MITTERRAND.ORG